



PLAN GENERAL DE COORDINATION ET DE PROTECTION DE LA SANTE

**Opération de désamiantage et démolition de
l'ancienne usine de fromagerie RAMBOL
16 et 11 rue de la fossé aux chevaux
78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines**



Etabli par Sory TOUNKARA

Articles L 4532-8 et Articles R. 4532-42 à R. 4532-51 du Code du Travail

SOMMAIRE

1

INTRODUCTION

- A COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
 - 1- Principes généraux de prévention
 - 2- Implication des différents intervenants
 - 3- Responsabilités
- B MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
- C PRESENTATION DU P.G.C.

2

LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.

- A REGLEMENTS
 - 1- Textes applicables
 - 2- Recommandations techniques de Sécurité
 - 3- Réglementation locale
- B PRESENTATION DES INTERVENANTS
- C PRESENTATION DU PROJET
- D RENSEIGNEMENTS GENERAUX
- E SUJETIONS LIEES AU SITE ET AVOISINANTS
- F RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

3

LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ET DE LA COORDINATION

- 0 REGLEMENT D'ORGANISATION DES CHANTIERS
- A DESIGNATION DE L'ENTREPRISE PRINCIPALE
- B DEPENSES COMMUNES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS
- C REUNION PRELIMINAIRE
- D DOCUMENTS / TRANSMISSION
- E PLANNING PREVISIONNEL TCE
- F ACCES ET CIRCULATIONS
- G CLOTURE DE CHANTIER / BALISAGE / SIGNALISATION
- H CANTONNEMENTS
- I FLUIDES
- J ELEVATION DU PERSONNEL
- K MANUTENTION ET LEVAGE DU MATERIEL
- L PROTECTIONS COLLECTIVES
- M STOCKAGES
- N NETTOYAGE DU CHANTIER / GRAVOIS
- O PROTECTIONS CONTRE L'INCENDIE / EXPLOSION
- P ENGINS
- Q PRODUITS DANGEREUX
- R PREVENTION EN CAS DE CANICULE

4

LES MODALITES DE COOPERATION

ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- A VISITE D'ACCUEIL ET PREPARATION DU PPSPS
- B ENTREPRISES TITULAIRES D'UN MARCHE DE TRAVAUX
- C SOUS-TRAITANTS
- D ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
- E PERSONNELS INTERIMAIRES

5

LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS

LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

- A TELEPHONE
- B CONSIGNES ET AFFICHAGE
- C CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT
- D SECOURISTES
- E MATERIEL DE SECOURS
- F FORMALITES A ACCOMPLIR EN CAS D'ACCIDENT

A

ANNEXE - FICHE D'ACCIDENT DU TRAVAIL AVEC A. T. DHOL

ACTUALISATION DU P.G.C.

1	23/05/2025 CREATION – INDICE 1
2	

1

INTRODUCTION

A - COORDINATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS

1- Principes généraux de Prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, **le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur et les entrepreneurs** doivent mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés dans l'article L 4121-2 du Code du Travail :

- 1°) Eviter les risques.
- 2°) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3°) Combattre les risques à la source.
- 4°) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5°) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6°) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7°) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L 1152-1.
- 8°) Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9°) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

2- Implication des différents intervenants

- * La Loi du 31 Décembre 1993 impose cette mise en œuvre, dans le cadre d'un chantier de bâtiment ou de génie civil, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité, à l'exception des principes 4° et 9°, qui sont du ressort des seuls entrepreneurs.
- * Les travailleurs indépendants, ou les employeurs travaillant pour eux-mêmes sur le chantier doivent mettre en œuvre les principes 1°, 2°, 3°, 5°, 6°, vis-à-vis des autres personnes du chantier comme d'eux-mêmes.

3- Responsabilités

- * Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage.
- * L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants au chantier.
- * L'entrepreneur conserve ses responsabilités en matière d'accident.
- * Chaque entrepreneur a sa part, dans la police de chantier et de la sécurité, tant en ce qui concerne les dispositions propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, que vis-à-vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux (fournisseurs, livreurs, conseils...)
- * Le nouveau Code Pénal ayant introduit la notion de « délit de mise en danger des personnes », toute personne ayant autorité sur le chantier, même en l'absence d'accident, peut voir sa responsabilité mise en cause par l'inspecteur du travail, en cas de violation, manifestation délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la Loi ou par le règlement.

B - MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Missions définies par la Loi du 31 Décembre 1993 :

- * Veiller à ce que les principes de prévention définis ci-dessus soient effectivement mis en oeuvre.
- * Rédiger un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC), en assurer la diffusion, le tenir à jour et en surveiller l'application.
- * Constituer, dès la phase de conception, et rassembler, tout au long du chantier, les éléments nécessaires au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).
- * Ouvrir un Registre Journal de la coordination (RJ), y consigner les compte rendus des inspections, les consignes à transmettre, les observations à tous les intervenants du chantier et le faire viser par les intéressés avec leur réponse éventuelle. Noter sur ce journal les coordonnées, effectifs, dates de travaux de toute entreprise ou sous-traitant devant intervenir sur le chantier.
- * Définir les sujétions afférentes à la mise en place des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales.
- * Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- * Procéder, préalablement à l'intervention de chaque entreprise ou sous-traitant, et avec elle, à une inspection commune, visant à préciser les mesures d'organisation propres au chantier et à la nature des travaux.
- * Collecter les Plans Particuliers de Sécurité (PPSPS) des entreprises et vérifier que les consignes propres au chantier et à la nature des travaux y figurent, et qu'elles sont appliquées.
- * Organiser, lorsque le chantier se situe dans ou à proximité d'un établissement en activité, avec le chef d'établissement, la délimitation du chantier et des accès et les protections diverses à mettre en place pour limiter les interférences entre les activités. Donner les consignes correspondantes aux entreprises.
- * Présider le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) lorsqu'il est requis.
- * Prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- * Visiter et suivre le chantier et vérifier l'application correcte des mesures qu'il a définies.
- * Dans le cas où les remarques ou consignes du coordonnateur ne seraient pas suivies d'effets ou seraient contestées, saisir le maître d'ouvrage qui prendra en compte les mesures et les moyens nécessaires.

C - PRESENTATION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

- * A la demande du Maître d'ouvrage, le Coordonnateur a établi ce « PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE » pour être joint au dossier de consultation des entreprises.
- * Le PGC résulte de l'étude des esquisses et avant-projet du Maître d'oeuvre menée par le Coordonnateur, pour améliorer les futures conditions de travail et diminuer les risques (implantation des ouvrages, travaux en limites séparatives, accès provisoires et définitifs...).
- * Ce document constitue une pièce essentielle du dossier de consultation.
- * Certaines dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment celles ayant une incidence financière devront être prises en compte par les entreprises dans l'établissement de leur offre (installations de chantier, protections collectives, nettoyages...).
- * La mise en oeuvre de matériels ou de procédures visant au respect des normes et codes en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et au respect du P.G.C. ne pourra faire l'objet d'une demande de délai d'exécution supplémentaire ou de demande de plus-value de la part de la ou des entreprises concernées.
- * Sont concernées par le présent document toutes les personnes sans exception qui sont amenées à intervenir sur le chantier.
- * Toute entreprise co-traitante ou sous-traitante devra, en conséquence, être informée par l'entreprise titulaire, que le chantier fait l'objet d'un PGC.
- * En cours de réalisation, le PGC sera complété et adapté par le Coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant, les PPSPS ou les Plans de Prévention lorsque ceux-ci sont requis. Son actualisation ne pourra en aucun cas être un prétexte aux entreprises pour le refuser.

*** Domaine d'applications du présent document**

2

LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

A - REGLEMENTS

1- Textes applicables

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">* Décret du 20.03.1979 :* Décret du 03.09.1992 :* Loi du 31.12.1993 n° 14-18 :* Décret du 26.12.1994 n° 99-1159 :
* Loi du 31.12.1991 n°91-1414 :* Décrets 92-765 à 92-768* Décrets 93-40 et 93-41* Circulaire D.R.T. du 22.09.1993 n° 93-22* Instructions D.R.T. du 18.03.1993 n° 93-13* Dispositions générales* Décret du 08.01.65* Décret du 14.11.88 (électricité)* Toute réglementation s'appliquant à la commune, la région ou le pays.* Code du travail* Le règlement d'Organisation es chantiers propre à la ZAC | <p><i>Liste non exhaustive</i></p> <p>Formation à la sécurité</p> <p>Manutention manuelle</p> <p>Chantiers temporaires et mobiles</p> <p>Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil</p> <p>Equipements de travail, moyens de protection</p> |
|--|--|

2- Recommandations techniques de sécurité

- * Les entreprise, chacune pour son corps de métier, doivent avoir connaissance des divers documents, brochures, guides et fiches éditées par :
 - l'OPPBTP
 - l'INRS
 - la CRAM
- * Elles doivent constamment s'en inspirer pour concevoir leurs modes opératoires et les installations de sécurité nécessaires.
- * Elles doivent se conformer aux consignes et notices techniques de sécurité fournies par les fabricants des produits de bâtiments, des matériels, machines et outillages utilisés sur le chantier.

B- PRESENTATION DES INTERVENANTS

La liste des intervenants sera tenue à jour par le coordonnateur dans le Registre Journal, tout au long de l'opération.

FONCTION	NOM	RESPONSABLE	T	Tp	E-Mail	ADRESSE	CP - VILLE
MAITRE D'OUVRAGE	EPF ILE DE FRANCE	Adrien NAVARRO		07 63 31 04 98	anavarro@epfif.fr	4-14 rue Ferrus	75014 Paris
MAITRE OEUVRE	AD Ingé	Julien FOURNERET	06 44 15 16 16	06 44 15 16 16	julien.fourneret@egis-group.com	4, rue Dolorès Ibarruri	93100 MONTREUIL
CONTROLE TECHNIQUE							
COORDONNATEUR SPS	QUARTET	Sory TOUNKARA	01 30 10 64 91	07 62 06 88 93	s.toukara@quartet.archi	1 place de la croix st jacques	95390 ST PRIX
ENTREPRISES							
DESAMANTAGE ET DEMOLITION							

C - PRESENTATION DU PROJET

Sur la base des informations fournies par le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage :

Situation géographique :	Saint-Arnoult-en-Yvelines
Adresse	16 et 11 rue de la fossé aux chevaux
Nature de l'opération	Travaux de curage, de désamiantage, de démolition de l'ancienne usine de fromagerie RAMBOL
Destination	Terrain libre
ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement)	Oui
Mode de consultation	Public
Lots séparés / Entreprise générale/Groupement	Lot unique

Description sommaire des travaux

Opération de désamiantage et démolition de l'ancienne usine de fromagerie RAMBOL à Saint-Arnoult-en-Yvelines

Phases de travaux

Les travaux seront réalisés en une phase

D - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Sur la base des informations fournies par le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage :

Catégorie de l'opération	2eme Catégorie (obligation de PGC, PPSPS)
Déclaration préalable	Oui
Permis de voirie, circulations, occupation du sol	Demandes à la charge de l'entreprise principale. Copie des demandes et des réponses à fournir au coordonnateur
Demande d'arrêté auprès de la DDE, Services Techniques, aménageur, copropriétés.	A la charge de l'entreprise principale Copie des demandes et des réponses à fournir au coordonnateur
D.I.C.T.	A la charge de l'entreprise principale. Copie des réponses des concessionnaires à fournir au coordonnateur.
Demandes d'autorisation de survol Demandes de dérogation	A la charge de l'entreprise principale.
Durée globale des travaux	8 mois
Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	4
Prévision d'effectif moyen de pointe	8 15
Nature des intempéries donnant lieu à un arrêt de chantier pour des raisons de sécurité	<div style="display: flex; flex-direction: column; gap: 5px;"> <div>Vent : <ul style="list-style-type: none"> * vitesse supérieure ou égale à 50 km/h (manutention de panneaux) * vitesse supérieure ou égale à 60 km/h (nacelles) * vitesse supérieure ou égale à 72 km/h (arrêt des grues) </div> <div>Pluie : <ul style="list-style-type: none"> * + 30mm d'eau en 24h </div> <div>gel : <ul style="list-style-type: none"> * - 3°C </div> <div>Neige : <ul style="list-style-type: none"> * neige continue de plus de 2 heures ou +5cm </div> </div>

E - SUJETIONS LIEES AU SITE ET AVOISINANTS

Sur la base des informations fournies par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.



Horaires	* Horaires de chantier du lundi au vendredi : 7h30 à 18h00 sous réserve d'éventuelle restriction de la mairie
Accès	<ul style="list-style-type: none"> * L'accès se fait par la rue de la fossé aux chevaux * L'accès au site devra être aménagé * L'entreprise prendra toutes les dispositions pour garantir une circulation piétonne et de véhicule sécurisée au sein du chantier.
Présence de réseaux, de câbles électriques	<ul style="list-style-type: none"> * La qualification AIPR est nécessaire pour l'intervention et une demande de DICT * Une suppression des réseaux est à réaliser par le maître d'ouvrage avant le début de l'intervention * L'entreprise devra s'assurer de la déconnexion des bâtiments aux réseaux avant toute intervention et prévoir des consignations sur les réseaux
Historique du site	<ul style="list-style-type: none"> * Ancienne usine de fromagerie RAMBOL classée ICPE sous régime d'autorisation. * Le Rapport Cessation d'activité des Fromageries RAMBOL de St Arnoult en Yvelines (78) ATTES-SECUR (Rapport n°A120455 /version A – 14 décembre 2022) établi par ICF, marque d'Antea Group indique <i>que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif sur son site, conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'Environnement.</i> * Les entreprises devront prendre en compte l'historique du site dans toute les phase de travaux et mettre en place des moyens de prévention adéquate liés à leur travaux. * Certains équipements sont toujours présents sur site. Ils devront être identifiés, consignés, traités, déposés et évacués en toute sécurité.
Servitudes liées au site.	<ul style="list-style-type: none"> * Présence de bâtiments au voisinage. * En cas de découverte de produits dangereux pendant les travaux, l'entreprise intervenante devra suspendre immédiatement ses travaux et avertir le Maître d'ouvrage le maître d'œuvre et le CSPS.
Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> * La suppression ou la consignation préalable des réseaux (électrique, gaz...) des bâtiments doit être réalisée préalablement au démarrage des travaux. * Un PV de suppression sera transmis par le maître d'ouvrage à l'entreprise et au coordonnateur, avant tout démarrage de travaux
Avoisinants	<ul style="list-style-type: none"> * Présence de bâtiments résidentiels * L'entreprise prendra toutes les dispositions pour garantir et maîtriser les nuisances qui seront générées. * Le chantier devra être clôturé convenablement et fermé sur tout son périmètre et une signalétique des travaux (chantier interdit au public, sortie camion...) devra être mise en place. * Une déviation de la circulation piétonne devra être mise en place.
Ouvrages instables avec présence de fissures	<ul style="list-style-type: none"> * Certaines parties de la toiture en amiante ciment ont été dégradées suite à une intrusion sur le site. Présence d'une petite verrière à proximité de l'escalier du bâtiment administratif * Les ouvrages instables et éléments suspendus devront être stabilisés et sécurisés avant toute intervention. Les ouvertures devront être protégées par des protections solides et fixées ou par des garde-corps. * L'entreprise de démolition devra mettre en place un mode opératoire de démolition et vérifier la stabilité des ouvrages avant toute intervention dans ces zones.
Interférence chantier	* Aucun chantier présent à la rédaction de ce document.
Présence d'encombrants	<ul style="list-style-type: none"> * Présence d'encombrant et autres objets en vrac dans le bâtiment administratif. * L'évacuation des encombrants doit se faire en toute sécurité
Présence d'équipements techniques	<ul style="list-style-type: none"> * En cas de découverte de cuves, elles devront être traitées en toute sécurité * Tous les équipements techniques du bâtiment devront être identifiés, consignés, traités, déposés et évacués en toute sécurité.
Présence de plomb	<ul style="list-style-type: none"> * Le Maître d'Ouvrage a fait réaliser des rapports de diagnostics plomb avant démolition référencés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pré-Rapport de mission de repérage du plomb avant démolition (N° DOSSIER

	<p>20220508-0975 établi le 26/04/2022 par AN DIAG) indique la présence de plomb à une concentration supérieure à 1 mg/cm² sur certains revêtements. Le rapport indique que certains endroits n'ont pas été visité. Le rapport devra être complété.</p> <p>Le rapport indique aussi : « Ce rapport complète les rapports de phase 1 20220127-0722 du 17/01/2022 et 20220128-0726 du 18/01/2022 par la Société AN DIAG à l'exclusion des locaux non accessibles ».</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapport de mission de repérage du plomb avant Démolition (N° DOSSIER DAAD-Ancienne FROMAGERIE établi par SOCOBAT le 03/02/2025) indique l'absence de plomb à une concentration supérieure à 1 mg/cm². Le rapport indique : <i>« PS ; Diagnostic complémentaire dans certains locaux non visités lors des deux premiers diagnostics réalisés en 2022 et en septembre 2024 ».</i> ✓ Rapport de diagnostic plomb avant démolition– Fromagerie Rambol (Rapport A371901 établi par DIAGTIM le 19/09/2024) indique la présence de plomb à une concentration supérieure à 1 mg/cm² sur certains élément de l'ouvrage. <p>* Le Maître d'ouvrage devra fournir les diagnostics aux entreprises qui devront en prendre connaissance. Les diagnostics devront être harmonisés.</p> <p>* L'entreprise de démolition devra prendre toutes les dispositions nécessaires et mettra en place un mode opératoire et des mesures de protection des travailleurs sur le chantier afin de supprimer ou minimiser le risque d'exposition au plomb.</p> <p>* Dispositions spécifiques à la prévention du risque d'exposition au plomb (Articles R4412-156 à R4412-160) du code du travail.</p>
Présence de matériaux contenant de l'amiante	<p>* Le Maître d'Ouvrage a fait réaliser des rapports et pré-rapport de mission de repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition référencés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ RAPPORT AMIANTE et HAP avant réalisation de travaux sur les voiries de l'usine RAMBOL (N° DOSSIER 20220420-0891 établi le 20/04/2022 par AN DIAG) indique l'absence d'amiante dans les enrobés et la présence de HAP en teneur supérieure 50mg/kg à certains endroits du parking. ✓ Pré-rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (N° DOSSIER 20220124-0706-MB établi le 07/02/2022 par AN DIAG. « Bâtiment STRY et ses annexes »). Le rapport indique la présence d'amiante. Le rapport indique que certains endroits n'ont pas été visité (Le poste de transformation réseaux enterrés). Le rapport devra être complété. ✓ Pré-rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (N° DOSSIER 20220124-0706-MB établi par AN DIAG le 03/03/2022). Le rapport indique la présence d'amiante. Le rapport indique que : « L'ensemble des locaux, disponible en phase 1, impactés par la démolition, ont été visité. Les réseaux enterrés sont hors périmètre de repérage ». ✓ Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant démolition (Dossier N° DAAD-ANCIENNE FROMAGERIE établi par SOCOBAT le 03/02/2025). Le rapport indique la présence d'amiante. Le rapport indique que réseaux enterrés n'ont pas été investigués car inaccessibles). Le rapport indique aussi « Important : diagnostic complémentaire dans certains locaux non visités lors des deux premiers diagnostics réalisés en 2022 et septembre 2024. » ✓ Rapport diagnostic amiante avant démolition (Rapport A371901 établi par DIAGTIM le 19/09/2024). Le rapport indique la présence d'amiante. Le rapport indique que certains endroits n'ont pas été investigués car inaccessibles. Le rapport indique aussi « Complément sur rapports antérieurs à la demande du commanditaire. » ✓ Rapport diagnostic amiante avant démolition sur enrobés extérieurs – Fromagerie Rambol (Rapport A42003 établi par DIAGTIM le 20/01/2020). Le rapport indique l'absence d'amiante.

	<p>✓ Rapport de recherche d'HAP dans les enrobés – Fromagerie Rambol (Rapport A371901 établi par DIAGTIM le 17/10/2024). Le rapport indique l'absence d'HAP en teneur supérieure 50mg/kg.</p> <p>✓ Rapport de recherche d'HAP dans les enrobés – Fromagerie Rambol (Rapport N° HAP 42003 établi par DIAGTIM le 23/01/2020). Le rapport indique la présence d'HAP en teneur supérieure 50mg/kg à un endroit.</p> <p>* Le Maitre d'ouvrage devra fournir les diagnostics aux entreprises qui devront en prendre connaissance.</p> <p>* Les rapports devront être harmonisés pour ne pas avoir de réserves. Les réserves devront être levées avant toute intervention.</p> <p>* Un désamiantage complet sera fait avant toute démolition.</p> <p>* Un plan de retrait devra être établi.</p> <p>* l'entreprise devra prendre les dispositions nécessaires pendant le curage pour protéger les matériaux et produits amiantés contre la dégradation et l'émission de fibre d'amiante</p> <p>* Les entreprises devront s'assurer de l'absence d'amiante avant toute intervention dans les bâtiments.</p> <p>* En cas de découverte de produits dangereux ou de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pendant les travaux, l'entreprise intervenante devra suspendre immédiatement ses travaux et avertir le CSPS le MO et le MOE.</p> <p>* Toute intervention sur les produits ou matériaux contenant de l'amiante devra être conforme aux dispositions du Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante</p>
--	---

F - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Coordonnées complètes et nom des correspondants (liste non exhaustive).

NOM		
Mairie - services techniques	01 30 88 25 25	Place du Jeu de Paume, 78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines

Services d'urgence		
Police:	17	
SAMU:	15	
Pompiers:	18	
Hôpital :	Il est interdit de conduire directement un blessé à l'hôpital. Appeler le 112 ou le 15 et suivre les instructions	
Autres services		
DRIEETS	01 71 59 54 71	34 avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES
CRAMIF	01 44 65 79 40	92 avenue de Paris CS 90288, 78035 Versailles
OPPBTP	01 46 09 27 00	25 Av. du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt

3

LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

MESURES GENERALES

A - DESIGNATION DE L'ENTREPRISE PRINCIPALE

- L'entreprise principale ici désignée est l'entreprise adjudicataire du **lot DEMOLITION**
- Elle devra, à ce titre, mettre en place et préciser les mesures d'organisation générale définies ci-dessous.
- Elle aura à sa charge l'élaboration et l'actualisation du plan d'installation de chantier, sur la base du plan de principe d'installation annexé au P.G.C.
Celui-ci prendra en compte tous les points mentionnés dans le P.G.C.
Celui-ci précisera tous les points mentionnés ci-dessous (dans les chapitres « mesures d'organisation générale »).
Pour cela, elle devra s'enquérir avec le coordonnateur, des besoins des différentes entreprises intervenantes.
- L'entreprise doit la fourniture, la mise en place et la maintenance des mesures d'organisation générale décrites ci-dessous, jusqu'à la fin des travaux T.C.E.
- Les entreprises adjudicataires des lots définis dans le CCTP ainsi que dans la liste des intervenants (cf chapitre 2 - C du présent document) auront à leur charge certains mesures d'organisation générale. Le nom du lot sera précisé pour chacune d'entre elle. L'entreprise adjudicataire du marché correspondant à ce lot devra la mettre en œuvre pendant la durée du chantier et la préciser (moyens en homme et matériel) dans son PPSPS.

MESURES GENERALES

B - DEPENSES COMMUNES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS

- * Les mesures d'organisation générale décrites ci-dessous sont réparties et affectées aux entreprises adjudicataires des lots décrits au chapitre 2 - .B.
- * Les entreprises ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés à une ou plusieurs autres entreprises, même si celles-ci sont co-traitantes ou sous-traitantes.
- * De même, elles ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés à une ou plusieurs autres entreprises, même si ce matériel est loué.
- * Seules les dépenses de consommables tels que électricité, téléphone ou eau pourront faire l'objet d'un compte prorata ou d'un compte inter entreprises.
- * Les moyens correspondant à la mise en œuvre des mesures d'organisation générales seront mis à la disposition des entreprises dont la liste est précisée à chaque chapitre.
- * La mise en commun des moyens devra faire l'objet d'une réception par chaque entreprise utilisatrice et d'un Procès - Verbal signé par les parties.
- * Les entreprises ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés aux entreprises utilisatrices sauf si celles-ci accusent un retard quantifié et reconnu dans l'exécution des travaux qui leur sont spécifiques
- * Les entreprises devront, au fur et mesure de l'avancement du chantier, adapter les moyens correspondant à la mise en œuvre des mesures d'organisation générales. Seule une modification significative du projet en cours de son exécution et entraînant une modification des moyens pourra faire l'objet d'une demande de devis auprès du Maître d'Ouvrage.
- * Toute modification des moyens devra avoir reçu l'accord préalable des entreprises utilisatrices et du coordonnateur

MESURES GENERALES C - REUNION PRELIMINAIRE – REPERAGE DES RESEAUX / ENVIRONNEMENT/ PHASAGE DES TRAVAUX

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Présents - Objectifs				
<p>Une réunion préalable à tout commencement de chantier sera organisée.</p> <p>Cette réunion regroupera tous les intervenants concernés: + les services de l'urbanisme de la commune concernée + les entreprises amenées à intervenir sur le site + la Mairie ou la CPA dès que les travaux prévues interviennent sur ou en bordure du domaine public + les concessionnaires dont les réseaux dont les réseaux sont identifiés en classe C</p> <p>Elle aura pour but de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les dispositions acceptées par les municipalités et/ou la DIR concernant la circulation (déviation, feux tricolores...) - Préciser avec les concessionnaires concernés la présence de réseaux enterrés et aériens en service sur ou à proximité du site - Définir les différentes dispositions en matière de sécurité seront arrêtées afin de protéger, si nécessaire, les réseaux et les hommes (protections lourdes sur réseau GDF, vibro fonçage ou non, protections par rapport aux réseaux aériens). - Préciser les demandes d'emprise sur les espaces publics nécessaires aux travaux - Connaître les contraintes de circulation des véhicules des riverains (largeur nécessaire pour la circulation des véhicules..) - Connaître les contraintes de circulation des véhicules et des piétons (déviation, sens interdit, traversées de voie, arrêt momentané de la circulation...) - Connaître les contraintes liées au stationnement des véhicules (interdiction de stationnement...) - Connaître la destination des voies et les charges roulantes autorisées. - Connaître les dispositions acceptées par les municipalités et/ou la DIR concernant la circulation (déviation, feux tricolores...) - Connaître les contraintes diverses liées au site afin de pouvoir prévoir, organiser et gérer le chantier. - Arrêter les mesures nécessaires à l'installation de chantier (aires de stockage et de cantonnement) en fonction des accès possibles et des manutentions à réaliser 	M. OUVRAGE		M. OUVRAGE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Planning TCE – Phasage des travaux				
<p>Afin de pouvoir établir, un planning d'exécution TCE (intervenants extérieurs compris) afin de pouvoir organiser les travaux et prévenir les risques liés à la coactivité.</p> <p>L'Entrepreneur établira des plans de phasage détaillés qu'il soumettra au Maître d'œuvre, à l'Exploitant et à la Police dans un délai compatible avec le planning des travaux. Ces plans feront apparaître clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> La limite d'emprise et les conditions de circulation. <input type="checkbox"/> Les accès et sorties de chantiers. <input type="checkbox"/> Les accès piétons et la circulation des piétons. <input type="checkbox"/> La nature des barrières et notamment la localisation des séparateurs modulaires de voies en indiquant ceux qui sont déplacés et ceux qui doivent être déposés ou approvisionnés. <input type="checkbox"/> Les travaux effectués de nuit (le cas échéant) et les dispositions prises en compte. 	ENT PRINCIPALE	TCE		
D.I.C.T. - Autorisations				
<p>La D.I.C.T. n'est pas obligatoire en cas de travaux sans fouille, ni enfoncement, ni forage, ni rabotage, ni décaissement du sol et ne faisant subir au sol ni compactage, ni surcharge, ni vibrations susceptibles de les affecter</p> <p>Les entreprises réalisant des ouvrages à proximité des réseaux (enterrés comme aériens) devront établir une DICT sur le guichet unique</p> <p><u>Les réponses des concessionnaires seront diffusées au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS accompagnées des précautions spécifiques à prendre selon les techniques de travaux prévues</u></p> <p><u>Les travaux ne peuvent être entrepris avant l'obtention de tous les récépissés de déclaration relatifs à des ouvrages en service sensibles pour la sécurité ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant</u></p> <p>La DICT doit être renouvelée quand :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux ne sont pas entrepris dans les 3 mois qui suivent - Les travaux sont interrompus plus de 3 mois - Les travaux durent plus de 6 mois <p>L'entreprise doit conserver sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les récépissés de DICT - le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du responsable de projet pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour - le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont - l'exploitant n'a pas fourni de plan 	TCE	M OUVRAGE M ŒUVRE C SPS		
	TCE			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
D.I.C.T. – Information - Piquetages				
<p>L'entreprise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ; - informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT et des <u>mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux</u> <p>La maitre d'ouvrage fait procéder par l'entreprise au marquage et piquetage au sol des réseaux souterrains ne service identifiés qui se situent à moins de 2.00m de l'emprise des travaux en tenant compte de l'incertitude d'implantation des réseaux</p> <p>L'exploitant du réseau qui n'a pu fournir des plans de localisation lors de la DICT doit procéder au piquetage et marquage au sol de ses réseaux et à ses frais.</p>	TCE			
D.I.C.T. – Sondages complémentaires				
<p>Dans le cas où les résultats de la DT et les réponses des concessionnaires à la DICT ne serait pas suffisants pour identifier les réseaux avec une précision de classe A, des investigations complémentaires seront réalisées par l'entreprise</p> <p>Elles seront réalisées des moyens permettant d'éviter les terrassements lorsque la nature des ouvrages le permet ou par des fouilles permettant de mettre les ouvrages à nu et de les référencer géographiquement</p>	TCE			
Découvertes fortuites				
<p>Dans le cas de découverte fortuite de réseaux non identifiés, l'entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser la situation en cas de suspension de travaux, et décider le cas échéant l'arrêt des travaux par un ordre écrit en cas de dangers liés à la découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou au constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT - Prévenir le Maitre d'Ouvrage, Maitre d'œuvre et le coordonnateur SPS 	TCE			

MESURES GENERALES D - DOCUMENTS / TRANSMISSION

	A LA CHARGE DE
DECLARATION PREALABLE	
* Affichage sur le chantier de la déclaration préalable, et son maintien pendant la durée du chantier.	ENTREPRISE PRINCIPALE
REGISTRE JOURNAL	
* Les entrepreneurs doivent tenir compte des indications notées dans le Registre Journal qu'ils doivent parapher lorsqu'elles les concernent. Les réponses éventuelles seront intégrées au Registre Journal.	CHAQUE ENTREPRISE
* Chaque entreprise, y compris sous-traitante, doit avoir en permanence sur le chantier, une personne habilitée par elle à viser le Registre Journal.	CHAQUE ENTREPRISE
* Le coordonnateur adresse aux entrepreneurs une copie des comptes-rendus du Registre Journal qui les concernent.	
* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire du Registre Journal et sa présentation à toute demande de l'inspection du travail, de la CRAM ou de l'OPPBT..	ENTREPRISE PRINCIPALE
PLAN GENERAL DE COORDINATION	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier soumis à un PGC doit le transmettre à ses sous-traitants et lui ajouter, si nécessaire, un document précisant les mesures générales d'organisation qu'elle a arrêté pour ses travaux. Cette mesure s'applique aussi aux PGC actualisés.	CHAQUE ENTREPRISE
* Tout sous-traitant devra tenir compte, dans son PPSPS, des informations fournies et notamment celles contenues dans le présent document.	CHAQUE ENTREPRISE
* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire du PGC actualisé et sa présentation à toute demande de l'inspection du travail.	ENTREPRISE PRINCIPALE
INSPECTIONS COMMUNES	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier devra, préalablement, réaliser une inspection commune	CHAQUE ENTREPRISE
* Celle-ci sera à organiser (suivant la nature et les risques, entre 1 mois et 2 semaines avant toute intervention	
* Aucun RDV ne sera accepté dans un délai inférieur à 2 semaines	
* L'entreprise qui sous traite des travaux devra organiser l'inspection commune de son sous-traitant et l'accompagner à cette dernière	

A LA CHARGE DE	
PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	
<p>Entreprises concernées</p> <p>* Toutes les entreprises, y compris sous-traitantes, ont l'obligation d'établir un PPSPS et de le transmettre au coordonnateur dans un délai de 30 jours (ramené à 8 jours pour les sous-traitants des lots secondaires), à compter de la réception de la notification de leur marché et au plus tard 15 jours avant toute intervention sur le chantier.</p> <p><u>NOTA : cas des locations d'engins avec chauffeur</u></p> <p>* L'entrepris que loue un engin devra accueillir le conducteur comme un de ses salariés et lui transmettre les consignes de sécurité propres au chantier</p> <p>* L'entreprise fera contresigner son PPSPS par chaque conducteur</p>	CHAQUE ENTREPRISE
<p>Elaboration du PPSPS</p> <p>* Chaque entreprise, y compris sous-traitante doit effectuer avec le coordonnateur une inspection commune, préalablement à l'établissement de son PPSPS.</p> <p>* L'entreprise doit établir son PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en répondant aux prescriptions définies par la loi n° 93-1418 et le décret n°94-1159 du 26/12/94. - en respectant les prescriptions du présent PGC. - en mentionnant les renseignements généraux concernant l'organisation de l'entreprise vis-à-vis de la sécurité du chantier. <p>* Le PPSPS n'est pas un document standard, mais doit prendre en compte les mesures de sécurité et de protection de la santé propres au chantier concerné et aux tâches à exécuter.</p> <p>* Le PPSPS devra entre autres comporter la mention explicite du devoir de tous les personnels d'apporter leur concours à l'amélioration de leur propre sécurité et de leurs conditions de travail.</p> <p>* Le PPSPS devra être rédigé dès sa première diffusion pour toute la durée du chantier. Il ne pourra être adapté ou compléter que pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modification dans l'organisation des tâches faisant l'objet d'un recalage du planning d'exécution - modification de la méthodologie dans la mise en œuvre d'une partie spécifique de l'ouvrage 	CHAQUE ENTREPRISE
<p>Diffusion du PPSPS</p> <p>* Chaque entreprise doit adresser son PPSPS au médecin du travail qui doit y apposer son visa.</p> <p>* Les PPSPS seront transmis en 2 exemplaires au coordonnateur, à l'exception des PPSPS du lot gros œuvre ou d'un lot exécutant des travaux comportant des risques particuliers, qui seront transmis au coordonnateur en autant d'exemplaires supplémentaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres.</p> <p>* Les PPSPS du lot gros œuvre et du lot désamiantage doivent être adressé par l'entrepreneur à l'Inspecteur du Travail, à l'OPPBT et à la CRAM en y joignant le cas échéant les avis du médecin du Travail et des délégués du personnel (ou du CHSCT).</p> <p>* Chaque entreprise y compris sous-traitante doit laisser sur le chantier un exemplaire à jour de son PPSPS.</p> <p>* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire de chaque PPSPS.</p>	CHAQUE ENTREPRISE

	A LA CHARGE DE
Evolution des PPSPS * Les PPSPS doivent évoluer et être modifiés : - sur l'initiative des personnels du chantier confrontés à une situation nouvelle. - sur demande du coordonnateur ou d'un organisme de contrôle de la sécurité, dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS * Deux semaines avant l'exécution de toute tâche non décrite dans le PPSPS d'origine, les entreprises devront informer le coordonnateur sous forme d'avenant complétant leur PPSPS.	CHAQUE ENTREPRISE
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	
* Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise * Il sera soumis à l'accord du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du coordonnateur. * Ce plan devra indiquer : - les accès véhicules et les accès personnels - les aires de stationnement pour les engins et véhicules du chantier - les aires de stockage (matériels, matériaux, produits dangereux, gravois...) - les aires d'approvisionnement et de reprise - les clôtures en indiquant leur nature - les passages piétons protégés - les implantations des moyens de levage - l'implantation des cantonnements et locaux de chantier , en précisant leur capacité et leur destination. * En cas de modification de l'installation en cours de chantier, le plan devra être actualisé et recevoir un nouvel accord.	ENTREPRISE PRINCIPALE
PRESENCE D'AMIANTE	
* L'amiante est présent sur certains parties des bâtiments * Dans le cas où l'entreprise rencontrerait des canalisations ou des fourreaux à base d'amiante, deux possibilités se présenteront : –soit la canalisation découverte n'est pas concernée par les travaux. Elle sera, dans ce cas balisée et protégée afin qu'elle ne soit pas endommagée –soit la canalisation découverte est concernée par les travaux. Elle sera, dans ce cas, déposée conformément au Code du Travail et, si nécessaire remplacée sur son parcours. Dans ce cas, un plan de retrait devra être communiqué un mois avant le démarrage des travaux à l'Inspection de Travail, la CRAMIF et l'OPPBTP.	M. OUVRAGE ENTREPRISE PRINCIPALE ENTREPRISE PRINCIPALE
D.I.C.T. - Autorisations	
*Les entreprises réalisant des ouvrages à proximité des réseaux (enterrés comme aériens) devront établir une DICT * Une copie des demandes sera adressée au Coordonnateur ainsi que les réponses faites par les administrations concernées et les concessionnaires.	CHAQUE ENTREPRISE

QUALIFICATION AIPR	
<p>L'AIPR ou Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux est une nouvelle étape de la réforme anti-endommagement des réseaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Elle conduit à une obligation de compétences pour les personnels intervenant en préparation et en exécution des travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, dont la formation se révèle être un facteur clé de réduction des risques de dommages. * Les compétences ainsi acquises se traduisent par une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur à son salarié <p>DATE DE DEBUT D'OBLIGATION</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'AIPR est obligatoire à compter du 1er janvier 2018. <p>DUREE VALIDITE</p> <ul style="list-style-type: none"> * Dans la plupart des cas, l'autorisation délivrée est valable 5 ans, qu'elle se réfère à une attestation de compétence après examen QCM ou tout autre diplôme/certificat de qualification professionnelle. * Si elle se réfère à un CACES cependant, sa limite de validité ne peut dépasser celle du CACES. <p>PERSONNES DEVANT ETRE FORMEES</p> <ul style="list-style-type: none"> * Côté employeurs, sont concernés les maîtres d'ouvrage publics et privés de travaux, leurs partenaires en maîtrise d'œuvre et les entreprises de travaux amenées à intervenir à proximité des réseaux. * Côté personnels, trois catégories de personnels sont concernés par la détention de l'AIPR: <ul style="list-style-type: none"> * Les concepteurs : il s'agit des salariés du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre intervenant en préparation ou suivi des projets de travaux. Pour chaque projet de travaux, à minima un salarié du maître d'ouvrage ou de l'organisme intervenant pour son compte, doit détenir une AIPR « concepteur ». Idem pour les prestataires en localisation des réseaux ou en récolement de réseaux neufs voulant être certifiés. * les encadrants : il s'agit des salariés de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux). Pour tout chantier de travaux, à minima un salarié de l'exécutant de travaux doit détenir une AIPR « encadrant ». * Les opérateurs : il s'agit des salariés intervenant directement à proximité des réseaux aériens ou enterrés, en tant qu'opérateur d'engin ou dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des opérateurs d'engin doivent détenir une AIPR « opérateur ». Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent détenir une AIPR « opérateur ». Nota: uniquement pour les travaux urgents, il est admis jusqu'au 1er janvier 2019, qu'un seul salarié soit détenteur de l'AIPR sur le chantier. Au-delà de cette date, tous les salariés opérant sur le chantier doivent pouvoir fournir la preuve de leur compétence. <p>DOCUMENTS FOURNIR AVEC LE PPSPS</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'attestation de compétence est délivrée par le centre d'examen en cas de réussite du salarié au QCM officiel. Sur la base de cette attestation, l'employeur est en mesure de délivrer à son salarié une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux dont le délai de validité ne pourra dépasser celui de l'attestation de compétences. * <u>L'entreprise devra fournir en annexe de son PPSPS les attestations précisant cette autorisation</u> 	CHAQUE ENTREPRISE

		A LA CHARGE DE
Matériel		
* Les entreprises devront tenir à jour un registre de l'ensemble du matériel de chantier avec, par matériel : <ul style="list-style-type: none"> + sa ou ses fonctions + la fiche de contrôle la plus récente + le nom de l'entreprise propriétaire + ses caractéristiques + la fiche de la dernière visite d'inspection 		CHAQUE ENTREPRISE
Registre du personnel		
* L'entreprise tiendra à jour sur le chantier un registre des entrées et sorties de l'ensemble du personnel intervenant sur le site avec, par personne : <ul style="list-style-type: none"> + nom, prénom, qualité, qualification, secouriste ou non + dates d'arrivée, de départ, + date de première embauche + numéro de carte de séjour s'il en est possesseur. 		CHAQUE ENTREPRISE
Sous-traitants		
* Toute entreprise qui sous-traite une partie de ses travaux doit transmettre les coordonnées de tous ses sous-traitants (y compris travailleurs indépendants) au coordonnateur, dès agrément de ceux-ci par le maître d'ouvrage. * Voir aussi chapitre « modalités de coopération entre les entrepreneurs »		CHAQUE ENTREPRISE

MESURES GENERALES E - PLANNING PREVISIONNEL T.C.E.

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Durée				
* La durée d'intervention de chaque entreprise sera mentionnée dans le planning avec une date de début et une date de fin.	T.C.E.			
Effectifs				
* Dès attribution de son marché, chaque entreprise doit fournir au coordonnateur et à l'entreprise principale un détail de ses effectifs, mois par mois, afin de pouvoir gérer au mieux les besoins en cantonnements.	T.C.E.	T.C.E.		
Approvisionnements				
* L'entreprise collectera auprès de tous les corps d'état les informations nécessaires, en fonction du planning d'exécution, et établira un planning des approvisionnements afin de pouvoir gérer les aires de stockage, les circulations et arrêts des véhicules (et de prévoir des zones tampons si nécessaire) en fonction des contraintes du site.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* En cas de mise en commun, un planning d'utilisation des moyens de levage (avec précision des ordres de priorité, des horaires réservés au gros œuvre ou aux corps d'états secondaires) sera établi et tenu à jour.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Décalage de planning				
* Toute modification de planning sera communiquée au coordonnateur.	ENT PRINCIPALE			
* En cas de décalage de planning supérieur à deux semaines entraînant des modifications dans la coactivité des entreprises, une réunion avec tous les intervenants concernés sera organisée par le coordonnateur.				

MESURES GENERALES F - ACCES ET CIRCULATIONS

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Contrôle des accès				
<p>* Il est demandé à chaque entreprise que son personnel porte un signe distinctif (logo de l'entreprise) ainsi que sa carte professionnelle permettant une identification immédiate sur le chantier (salariés, intérimaire, travailleur détaché compris)</p> <p>* Toute entreprise et /ou travailleur indépendant devra avoir au minimum un responsable présent en permanence sur le chantier pendant son intervention parlant et comprenant le français.</p> <p>* Le chantier est strictement interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou autorisée par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>* Toute entreprise et/ou travailleur indépendant qui n'a pas remis préalablement son P.P.S.P.S. ne pourra pas accéder au chantier.</p> <p>* Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.</p> <p>* Toute personne extérieure au chantier ne pourra y accéder sans l'autorisation expresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre. Elle le fera sous la responsabilité entière et totale de celui-ci. Elle devra pouvoir être équipée sur le chantier par l'entreprise principale d'un ciré, de chaussures de sécurité et d'un casque.</p> <p>Le Titulaire assurera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le contrôle et l'enregistrement des personnes pénétrant sur le chantier ; • La vérification de la fermeture de l'ensemble des accès après le départ du Titulaire. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Gardiennage				
* Au cas où des mesures de gardiennage seraient décidées par les entreprises, le coordonnateur devra être informé des modalités.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Accès				
<p>* L'accès se fait depuis 16 et 11 rue de la fossé aux chevaux</p> <p>* L'accès au site devra être aménagé</p> <p>* Les accès des personnels et des matériels seront distincts.</p> <p>* Les accès devront être dégagé</p>	T.C.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Voies de circulation				
* Une voie de circulation <u>praticable pour les piétons et carrossable</u> maintenue en permanence libre sera aménagée dans les aires du chantier afin de permettre les approvisionnements et les évacuations. * Prévoir un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage lors des entrées / sorties de camions ou engins. * prévoir une ou deux personnes, le cas échéant, pour diriger voire interrompre momentanément la circulation des piétons ou des véhicules lors des manœuvres d'entrée ou de sortie du chantier. * Tous les véhicules de livraison doivent être équipés de klaxon de recul. * Les fournisseurs et livreurs sont sous la responsabilité des entreprises commanditaires.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Approvisionnement				
* Toutes les entreprises devront prévoir des approvisionnements avec des véhicules de taille adaptée aux circulations et aux capacités de stockage du chantier (Voir DHOL en annexe) * Les charges transportées seront bloquées (ridelles, cales, sangles, cerclages...) lors du transport du matériel et des matériaux * Les véhicules seront équipés des moyens de manutention adaptés aux charges à manutentionner * Le déchargement et le chargement seront uniquement réalisés dans les aires prévues à cet effet * Toutes les entreprises devront fournir à leurs fournisseurs le plan d'accès, les consignes de sécurité et les contraintes liées au site.	T.C.E. T.C.E. T.C.E. T.C.E. T.C.E.	T.C.E. T.C.E. T.C.E. T.C.E. T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Manœuvres				
* Tous les véhicules et engins devront être équipés de klaxon de recul * prévoir un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage. * prévoir une personne pour avertir les travailleurs survenant dans la zone de manœuvre. * prévoir une ou deux personnes, le cas échéant, pour diriger voire interrompre momentanément la circulation des piétons ou des véhicules lors des manœuvres d'entrée ou de sortie du chantier.	CHAQUE ENTREPRISE		ENT PRINCIPALE	
Parking				
* Les entreprises devront gérer leurs approvisionnements, pour qu'aucun camion ne stationne en dehors de l'emprise du chantier (risque d'accident de la circulation)	T.C.E. ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE ENT PRINCIPALE	
Nettoyage				
* Le nettoyage de la voie publique et des circulations intérieures au chantier devra être réalisé autant que nécessaire et sur demande de la mairie ou du Maître d'Ouvrage ou du Coordonnateur.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

MESURES GENERALES G - CLOTURE DE CHANTIER / BALISAGES / SIGNALISATION

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
CLOTURES DE CHANTIER ET DE LA BASE VIE - GENERALITES				
<p>* L'entreprise principale doit toutes les clôtures nécessaires à la protection du chantier pour l'ensemble de ses travaux, à l'exception des clôtures spécifiques nécessaires au désamiantage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - protection des emprises chantier - protection des zones de stockage séparées de la base vie - Clôture de la base vie - Clôture entre l'aire d'évolution des camions sur la plateforme et la voie piétonne d'accès aux cantonnements <p>* L'entreprise principale devra installer et maintenir ces clôtures <u>pendant la durée d'intervention de l'ensemble des entreprises</u></p> <p>* Les clôtures seront déposées par l'entreprise qui les a installées, en fin d'intervention dans une zone, à l'exception des clôtures délimitant des zones où un risque subsiste en fin d'intervention (fosse d'arbre, pied de candélabre...). Dans ce cas, les clôtures seront laissées en place ; leur modification, leur entretien et leur dépose sera assurée par l'entreprise intervenant à la suite.</p>	ENT PRINCIPALE	TCE	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Portail(s) – Base vie- zone de stockage				
<p>* L'entreprise devra entretenir pendant toute la durée du chantier des portails distincts pour les piétons et les engins à l'entrée de la base vie</p> <p>* Ils doivent pouvoir être manœuvrés par une personne seule.</p> <p>* Prévoir un système de blocage en position ouverte.</p> <p>* Tous les accès au chantier seront munis de serrures ou cadenas, et fermés chaque soir.</p> <p>* Un exemplaire de la clef sera remis à chaque entreprise intervenante, une au Maître d'Ouvrage, une au Maître d'œuvre et une au Coordonnateur</p> <p>* Une voie piétonne délimitée par des barrières et reliant l'entrée (portillon) aux différents accès des cantonnements sera mis en place</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS ALA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Balisages				
* Il est rappelé que les bornes GBA, barrières mobiles de hauteur 1,00m, rubalise, cônes... constituent des balisages destinés à la canalisation de la circulation des véhicules * Ces équipements ne peuvent être considérés comme étant des clôtures de chantier car ne demandant pas un effort physique pour les franchir * En cas de déviation des circulations piétonnes, elles seront canalisées par des clôtures	ENT PRINCIPALE			
Circulations piétonnes				
* Il est rappelé que les circulations piétonnes doivent être séparées des voies de circulations des véhicules * L'entreprise devra mettre en place : - Des traversées piétonnes signalées par marquage au sol - la mise en place, l'entretien et le déplacement en fonction de l'avancement des travaux d'une signalisation horizontale et verticale provisoire destinée aux piétons en vue du maintien de la déviation éventuelle des circulations, - la mise en place et l'entretien pendant toute la durée des travaux	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Signalétique				
GENERALITES * L'utilisation d'une signalétique graphique sur le chantier est à favoriser pour en permettre la compréhension même par les travailleurs ne maîtrisant pas le français. * La signalisation routière devra être conforme à L'INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA SIGNALISATION ROUTIÈRE (ARRETE DU 7 JUIN 1977) PANNEAU INFORMATION * Un panneau précisant la nature des travaux, les noms et adresse de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre et les entreprises présentes sur le chantier sera mis en place. * Le Titulaire devra fournir et poser un panneau de chantier dont les dimensions seront de 2 x 1 mètres Il sera actualisé dès la nomination d'une nouvelle entreprise. BASE VIE * Des panneaux seront implantés : –« chantier interdit au public » à l'entrée des zones de travaux –« port du casque obligatoire » à l'entrée du site –« stop » à la sortie de l'aire d'approvisionnement CIRCULATION PIETONNE * Tout dévoiement de la circulation piétonne sera signalé en amont par un panneau « passage piéton » ABORDS * L'entreprise installera des panneaux routiers en amont de la sortie du site « sortie de camions », « travaux » et « 30 km/h » - Toutes les dispositions devront être prises afin d'assurer la sécurité de la circulation pendant les heures de chantier mais également en dehors de celles-ci.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

MESURES GENERALES H - CANTONNEMENTS

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION D	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<ul style="list-style-type: none"> * Les cantonnements seront installés pendant la période de préparation. * La CRAMIF recommande des couloirs intérieurs pour reliés les divers locaux du cantonnement et une ventilation mécanique des locaux. * Tous les locaux seront mis à la terre. * Les toitures des bungalows seront équipées de garde-corps * Les déménagements éventuels ou les modifications nécessitées par bon avancement des travaux seront soumis préalablement à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Localisation				
<ul style="list-style-type: none"> * Les cantonnements de chantier seront installés sur le parking du site. * Un plan d'installation de chantier devra être établi 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Capacité et implantation				
<ul style="list-style-type: none"> * La capacité des cantonnements doit permettre d'accueillir l'effectif de pointe T.C.E. du chantier. * La base vie sera implanté dans une zone matérialisée sur le PIC. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Vestiaires				
<ul style="list-style-type: none"> * Ils seront aérés, éclairés, chauffés en saison froide. * Ils seront équipés d'armoires et de bancs. * Prévoir 1,25 m² de surface minimum par personne. * Chaque entreprise mettra à disposition de ses salariés des armoires métalliques à double compartiment avec serrures ou cadenas, en nombre suffisant pour l'effectif de pointe. 	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENTREPRISE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENTREPRISE
Réfectoire				
<ul style="list-style-type: none"> * Il sera aéré, éclairé, chauffé en saison froide. * Il sera meublé de sièges et tables avec revêtement lavable en nombre suffisant. * Il sera équipé de chauffe gamelles ou plaques chauffantes, d'un garde-manger, d'un évier avec eau chaude et froide et d'un réfrigérateur. * Prévoir 1,5 m² par personne minimum. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Eau potable				
<ul style="list-style-type: none"> * Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 * Eau pour la toilette en quantité suffisante et potable. * Prévoir 3 litres pour la boisson au moins par jour et par travailleur. 	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENTREPRISE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Sanitaires des cantonnements				
* Sanitaires à prévoir pour l'effectif de chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des <u>effectifs de pointe</u>)	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Un lavabo pour 10 personnes au plus avec eau potable et température réglable travailleurs.				
* Un cabinet et un urinoir pour 20.				
* Chauffage, éclairage et aération mécanique.				
* Papier hygiénique.				
* Compte tenu de l'étendue du chantier, il est imposé l'installation d'un WC chimique avec contrat d'entretien dans les zones de travaux distantes de plus de 200m du cantonnement.	ENT PRINCIPALE			
Sanitaires des zones de travail				
* Pour toute zone de travail éloignée de plus de 100 m, des sanitaires chimiques seront mis en place dans chaque zone de travail espacée de l'autre de plus de 100.00m	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Ils seront vidangés chaque semaine				
* Un panneau d'affichage sera renseigné lors de chaque vidange				
Douches				
* Une douche doit être aménagée dans la base-vie pour permettre la prise d'une douche de confort en fin de poste.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Cabine de déshabillage attenante avec patère (minimum 1 m x 0,80 m)				
* Chauffage spécifique et eau chaude en quantité suffisante.				
Bureau de chantier				
* Il sera équipé d'une table, de chaises, d'un téléphone et au minimum d'une armoire destinée à abriter, entre autres, les documents de la coordination SPS (PGC, PPSPS, RJ)	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Téléphone				
* Il doit y avoir en permanence un téléphone sur le chantier permettant de joindre les secours.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Si les entreprises optent pour un téléphone portable, les numéros des chefs de chantier de chaque entreprise doivent être communiqués au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.				
Affichage				
* Un tableau d'affichage sera installé dans le cantonnement, de dimensions suffisantes pour y afficher le plan d'installation de chantier, les numéros d'urgence et les consignes de sécurité.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Entretien				
* Tous les locaux affectés au personnel doivent être nettoyés au moins une fois par jour.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* L'entreprise responsable veillera à ce que les locaux sanitaires soient pourvus de savon et de papier hygiénique en permanence.				

MESURES GENERALES I - FLUIDES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Distributions électrique et gaz existantes				
<ul style="list-style-type: none"> * Un certain nombre d'ouvrages existants alimentés en gaz et en électricité perdurent * Les travaux de déconstruction nécessitent la coupure et le débranchement des réseaux alimentant le site. * Ces coupures sont prises en charge par le Maître d'Ouvrage. * Le Maître d'Ouvrage devra fournir au maître d'œuvre et coordonnateur SPS les attestations de consignations correspondantes avant * Pour autant, cette disposition ne dispense pas l'Entreprise de la réalisation des Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.). * L'entreprise devra s'assurer, préalablement à toute autre intervention, procéder à la consignation effective et mise hors gaz des conduites concernées et mise hors tension des circuits électriques 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALEE	ENT PRINCIPALE
Demandes de raccordements				
<ul style="list-style-type: none"> * Les demandes de raccordement devront être réalisés et opérationnels avant pendant la phase préparatoire d'installation de chantier, * L'entreprise doit installer dès notification de son OS de démarrage un vestiaire, un réfectoire et un bungalow sanitaire pour accueillir les premiers intervenants. * Compte tenu de la durée des travaux et du fait que le chantier n'est pas « mobile », les installations de chantier doivent être raccordées sur les réseaux publics (eau, électricité, assainissement) * Les demandes de raccordement pour les travaux sont à la charge de l'entreprise et doivent être faites au début de la période de préparation. * Le cantonnement définitif doit être opérationnel au plus tard 30 jours après le démarrage 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Eau - évacuations				
<ul style="list-style-type: none"> * L'entreprise doit le branchement du bloc sanitaire. * un point de puisage devra être mis à la disposition des entreprises à proximité des zones de travail. * un dispositif de nettoyage des véhicules et des voiries sera installé, sinon le passage régulier d'une balayeuse est imposé. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR																
Installations électriques																				
*Les installations électriques seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail * Le procès-verbal de conformité devra être transmis au coordonnateur pour être annexé au registre journal. * Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à la disposition sur le chantier.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE																
* Seules les personnes habilitées conformément à la norme C18-UTE 510 , seront autorisées à pénétrer dans des zones à risque électrique (compris l’intérieur des armoires électriques), à installer, réparer et transformer des installations électriques. Une copie de ces habilitations sera fournie au coordonnateur.	T .C.E.		T.C.E.																	
* Les câbles d’alimentation nécessaires aux différents outils électriques seront placés de manière à n’offrir aucun risque vis-à-vis des circulations, accès des personnes comme des manutentions de charges.	T.C.E.																			
* L’outillage électrique portatif sera relié aux prises des armoires de distribution par un prolongateur à double isolation de longueur suffisante, sans autre raccordement intermédiaire entre l’outil et l’armoire.	T.C.E.		T.C.E.																	
* Emploi d’outils électriques de classe II avec prise de classe IP44 au Minimum	T.C.E.		T.C.E.																	
Armoire principale																				
* Elle sera placée à l’entrée du cantonnement, munie des dispositifs de coupure réglementaires, d’une protection 30mA, d’un arrêt d’urgence et cadenassée. * Les câblages de raccordement entre l’armoire principale et les armoires de distribution devront être fourreautés	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE																
Câblage																				
* Le câblage ne devra jamais être aérien au droit des zones de manutention du matériel et de passage d’engins, sauf en cas d’impossibilité où il sera à une hauteur de 6.00 m minimum, et fourreauté. * Le câblage ne devra, en aucun cas gêner les zones de circulation.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE																
Eclairage de chantier																				
* Un éclairage sera mis en place pour : - les aires de circulation - les sanitaires - les cantonnements * Le niveau d’éclairement minimum devra être conforme au Code du Travail, à savoir :	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE																
<table><tr><td>LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES</td><td>VALEUR MINIMUM D’ECLAIREMENT</td></tr><tr><td>Voie de circulation interne</td><td>40 lux</td></tr><tr><td>Escaliers et entrepôts</td><td>60 lux</td></tr><tr><td>Locaux de travail, vestiaires et sanitaires</td><td>120 lux</td></tr><tr><td>Locaux aveugles affectés à un travail permanent</td><td>200 lux</td></tr><tr><td>ESPACES EXTERIEURS</td><td></td></tr><tr><td>Zones et voies de circulation externe</td><td>10 lux</td></tr><tr><td>Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent</td><td>40 lux</td></tr></table>	LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES	VALEUR MINIMUM D’ECLAIREMENT	Voie de circulation interne	40 lux	Escaliers et entrepôts	60 lux	Locaux de travail, vestiaires et sanitaires	120 lux	Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux	ESPACES EXTERIEURS		Zones et voies de circulation externe	10 lux	Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent	40 lux				
LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES	VALEUR MINIMUM D’ECLAIREMENT																			
Voie de circulation interne	40 lux																			
Escaliers et entrepôts	60 lux																			
Locaux de travail, vestiaires et sanitaires	120 lux																			
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux																			
ESPACES EXTERIEURS																				
Zones et voies de circulation externe	10 lux																			
Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent	40 lux																			

Eclairage des voies				
*Un éclairage provisoire lumineux sera mis en place par l'entreprise. * Il éclairera toutes les circulations communes (piétonnes et véhicules) * L'entrepreneur aura à sa charge le maintien de l'ensemble de ces mesures pendant la durée complète du chantier ainsi que toutes les adaptations nécessaires en fonction du phasage et de l'avancement des travaux. Il ne pourra en aucun cas réclamer quelque indemnisation complémentaire pour des travaux ou prestations de cette nature.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

MESURES GENERALES J - ELEVATION DU PERSONNEL

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Echelles				
* L'utilisation d'échelles doit être restreinte au minimum inévitable. * <u>Le travail sur échelle ou leur utilisation pour l'approvisionnement ne seront admis en aucun cas.</u>	T.C.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Accès en tranchées et en fouille				
* Une échelle d'accès en fond de chaque tranchée sera mise en place. * Elle devra être fixées en pieds et en tête et dépasser de 1 m du plancher supérieur ou du haut des fouilles. * Il ne devra pas y avoir plus de 20.00m entre deux points d'accès à une tranchée * Pour les fouilles d'une profondeur supérieure à 3m (rétention par exemple...), il est exigé la pose d'un escalier de chantier avec palier intermédiaire et garde-corps ou une tour d'accès en échafaudage. La dimension et le blindage de la fouille devront intégrer cet élément.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Accès en étages et toitures				
* Des protections collectives périphériques devront être installées préalablement à l'intervention. * En cas d'impossibilité d'installer des protections fixes et rigides, le travail depuis une nacelle élévatrice sera exigé. * Les planchers instables devront être sécurisés avant tout accès	ENT PRINCIPALE TCE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

MESURES GENERALES K - MANUTENTION ET LEVAGE DU MATERIEL

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Manutentions manuelles				
* Il est demandé de restreindre toute manutention manuelle au minimum. * Chaque entreprise devra informer et former son personnel aux gestes de posture adaptés aux charges à transporter. * L'entreprise devra fournir les équipements mécaniques adaptés au matériel à transporter pour éviter le recours à la manutention manuelle et en cas d'impossibilité, prendre les mesures d'organisation et mettre à disposition des travailleurs les moyens adaptés pour limiter l'effort physique et réduire le risque En particulier, pour la manutention horizontale des matériels, l'entreprise fournira des matériels d'aide à la manutention, à préciser dans le PPSPS.	T.C.E.		T.C.E.	
Contrôle technique				
* Tout moyen de levage pénétrant sur le chantier, devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires, avant toute utilisation. * L'entreprise devra tenir à jour un registre de l'ensemble du matériel (cf. « documents/transmission »), mentionnant la validité de ces contrôles et présentés au coordonnateur.	T.C.E.		T.C.E.	
Elingages				
* Tout élingage aura auparavant fait l'objet d'un examen d'adéquation	CHAQUE ENTREPRISE			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Grues mobiles				
<ul style="list-style-type: none"> * L'entreprise qui met en place une grue mobile pour lever des matériaux encombrants doit préciser dans son PPSPS (ou par avenant au PPSPS) les moyens de prévention liées aux opérations d'élingage, de levage et joindre des plans de grutage. * L'entreprise a la charge des démarches auprès des services concernés (Voirie, ...), de la vérification de la portance du sol et de la stabilisation de l'équipement mobile. * Pour éviter les risques de surcharge, les grues mobiles devront être équipées de dispositifs s'opposant automatiquement à la surcharge (avec signal avertisseur, coupure des mouvements dangereux, commutation automatique des programmes, prise en compte automatique des dévers de l'appareil) ; elles devront être choisies pour que les charges les plus importantes à lever soient de 25 à 30% inférieures à la charge maximale d'utilisation. * Pour empêcher la retombée des charges, elles devront être équipées de limiteurs de vitesse. * La zone de levage devra être balisée en périphérie, elle ne devra pas gêner la circulation des riverains. * Les voies de circulation empruntées par les équipements mobiles doivent avoir un gabarit suffisant et présenter un profil permettant leur déplacement sans risque, et doivent être maintenues libres de tout obstacle. 	ENT CONCERNEE		ENT PRINCIPALE	

MESURES GENERALES L - PROTECTIONS COLLECTIVES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Interférences entre chantiers				
Généralités				
* La mise en place, l'entretien des protections collectives est à la charge des entreprises principales. * Par ailleurs, les protections complémentaires, nécessitées par les travaux spécifiques de chaque entreprise, sont dues par l'entreprise concernée, et doivent être précisées dans leur P.P.S.P.S. * Le contrôle des protections collectives est à la charge de l'entreprise qui les a installées.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Conception				
* La mise en place de protections collectives doit être systématiquement privilégiée par rapport aux protections individuelles. * Les dispositifs de protection collective doivent être conçus pour pouvoir rester en place jusqu'à la disparition du risque ou la mise en place des protections définitives, dont elles ne devront pas gêner la mise en oeuvre. Ils devront être conçus et installés de façon à éviter les démontages et remontage successifs. * Il y aura lieu de coordonner la succession des tâches pour une utilisation rationnelle et commune des protections collectives.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Utilisation des protections collectives				
* Toutefois, tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place doit prévoir un équipement de remplacement, adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace, et en assurer la maintenance jusqu'à la fin des travaux. En cas d'impossibilité technique d'un dispositif de remplacement, le corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement de protections collectives doit: - informer le coordonnateur et l'entreprise principale avant toute dépose - baliser et interdire la zone de travail dépourvue de protections collectives. - utiliser les protections individuelles adaptées aux travaux qu'elle doit réaliser, - reposer les protections collectives dès que possible - faire contrôler ces protections par l'entreprise principale. * Toute entreprise dont l'intervention nécessite une modification ou complément des protections collectives posées par l'entreprise principale s'interdira de procéder elle-même à ces modifications. Les demandes de modifications doivent être adressées à l'entreprise principale, avec copie au coordonnateur. L'entreprise principale procédera aux modifications demandées et réalisera les vérifications nécessaires qui seront portées dans le registre de sécurité.	CHAQUE ENTREPRISE		CHAQUE ENTREPRISE	
	CHAQUE ENTREPRISE		CHAQUE ENTREPRISE	
	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Dépose des protections collectives				
* Les ouvrages de protection ne pourront être déposés qu'après constat de la disparition des risques engendrés par les travaux ou qu'après leur remplacement par d'autres dispositifs assurant une protection équivalente. * Ce constat sera réalisé par le responsable de l'entreprise sur le chantier	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Protections définitives				
* Le Coordonnateur impose la mise en place au plus tôt des protections définitives, elles-mêmes posées à l'aide des protections collectives provisoires	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Travaux de démolitions				
* Les travaux de démolition devront faire l'objet d'une note méthodologique intégrée au PPSPS, précisant les dispositions prises pour éviter les risques d'effondrement, de chute d'objets ou de personne, et la conception des postes de travail et des protections provisoires. * Voir aussi § protections contre l'empoussièrement. * <u>L'entreprise devra prévoir la mise en œuvre d'une jupe de protection suspendue par grue hydraulique en interposition avec une voie de circulation (des piétons comme des véhicules) qui n'a pu être déviée</u>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Travaux de désamiantage				
* Les travaux de désamiantage devront toujours être réalisés dans une zone libre d'accès, praticable et exempt de gravois * L'entreprise principale devra phaser les travaux afin qu'ils soient toujours réalisés par bâtiment de la manière suivante : - Déshabillage préalable des parties de l'ouvrage afin de rendre accessibles matériaux amiantés - Mise en protection de ces zones et parties d'ouvrage rendus dangereuses par ces travaux préliminaires (exemple : verins de faux plancher à laisser après dépose des dalles) - Libération et délimitation de la zone - Travaux de désamiantage - délimitation de la zone de démolition - Travaux de démolition après évacuation des matériaux amiantés, déconfinement et mesures libératoires	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Mise en sécurité préalable des ouvrages existants				
* Avant toute intervention, l'entreprise devra procéder à un repérage des lieux ayant pour but de : - Stabiliser les ouvrages présentant un risque d'instabilité pour le personnel TCE - Mettre en place des protections collectives en rive des regards, murets et/ou toitures ou le personnel TCE doit accéder - Condamner toute possibilité d'accès à des zones présentant un risque pour le personnel TCE	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Stabilité des ouvrages existants				
<p>* A chaque étape du chantier, l'Entreprise devra réaliser les sondages ou vérifications pour s'assurer des portances des engins, des personnes et de la stabilité des ouvrages avec points d'arrêts. Toutes les données d'entrées nécessaires aux calculs sont à la charge du Titulaire. Il pourra se faire assister d'un bureau d'études si nécessaire.</p> <p>* Lors des travaux de démolition, l'entreprise devra s'assurer de la stabilité de toute partie d'ouvrage en cours de démolition</p> <p>* Si une méthodologie de travail génère de la déstabilisation de toute ou partie de l'ouvrage, elle devra délimiter par un barrièrage continu la zone présentant un risque d'effondrement ou de chute</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Protection des voisins et du public				
<p>* L'Entrepreneur prendra toutes précautions pour ne pas causer de dégradations aux structures (bâtiments, voiries, ...), équipements situés à proximité du chantier et des espaces publics . Il devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur protection vis-à-vis d'éventuelles chutes de blocs, notamment lors des déconstructions, et les préciser dans le mode opératoire</p> <p>* Pendant les travaux, la circulation des piétons sera limitée à l'extérieur de l'emprise des travaux.</p> <p>* L'Entreprise mettra en œuvre toute la signalisation d'accompagnement de manière à permettre, en toute sécurité, la circulation des piétons et des véhicules sur les voiries environnantes. Pour ce faire, les engins et les équipes travailleront uniquement dans l'emprise du chantier, y compris pour le stockage des bennes.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Protections contre l'empoussièrement				
<p>* Pour le désamiantage, tous les confinements et systèmes d'extraction nécessaires seront mis en place avant intervention en fonction des méthodologies d'intervention adoptées, conformément aux prescriptions du CCTP (à préciser dans le plan de retrait).</p> <p>* <u>Les déchets (amiantés et non amiantés) seront arrosés pour limiter l'émission de poussières.</u></p> <p>* Pour les démolitions, les méthodologies adoptées doivent minimiser l'émission de poussières.</p> <p>* Les gravois doivent être brumisés en continu pendant la démolition et l'évacuation.</p> <p>* L'Entrepreneur limitera la dispersion des poussières dans l'atmosphère et les nuisances olfactives (camions bâchés, zone confinée, mise en dépression, pulvérisation d'eau pour le rabattage des poussières, ...). L'Entrepreneur devra mettre en place tous les moyens nécessaires pour la parfaite garantie de la sécurité du personnel travaillant sur le site, ainsi que celle des piétons.</p> <p>* <u>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</u></p> <p>* Par ailleurs, tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Protection contre le bruit				
<ul style="list-style-type: none"> * Les travaux se déroulent à proximité d'écoles et de logements, où toute nuisance sonore est particulièrement dommageable. * Le chantier doit respecter les dispositions de la Loi n°92-14444 du 31/12/1992 dite « Loi Bruit », ainsi que ses décrets et arrêtés d'application. * L'entreprise prendra donc toutes les dispositions nécessaires pour réduire les nuisances sonores générées par ses travaux (insonorisation,). 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Equipements de Protection individuelles				
<ul style="list-style-type: none"> * Dans le cas ponctuels où des moyens de protection collective ne peuvent pas être mis en oeuvre de manière satisfaisante, des équipements de protection individuelle et des produits de protection appropriés (tels que systèmes d'arrêt de chute, casques, lunettes, vêtements spécifiques, gants, brassières, maniques, épaulières, tabliers...) doivent être utilisés * Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuels adaptés à leur activité. * Les chefs d'établissement doivent veiller à l'utilisation effective des équipements de protection individuelle et des produits de protection. * L'entreprise devra prévoir, si des EPI particuliers (autres que chaussures de sécurité, casque et gants) sont nécessaires, leur approvisionnement sur le chantier et leur mise à disposition auprès des autres intervenants amenés à travailler dans les mêmes zones. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Cuves - Fouilles et Regards				
<ul style="list-style-type: none"> * Les fouilles seront blindées et protégées par des barrières * Si une cuve est mise à jour en cours de travaux, l'Entreprise devra stopper ses travaux et alerter le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage de la découverte. Elle réalisera un constat photographique puis prévoira son pompage, son dégazage et son évacuation en filière de traitement agréée. * Elle devra également le retrait de la fosse de rétention éventuelle (dalle et voiles contre terre). * Les pentes de la fouille ne devront en aucun cas accéder une pente de 2 H / 1 V * Un barrièrage continu sera mis en place en tête de la fouille * Une rampe d'accès pour le personnel sera aménagée * Avant remblaiement de la fouille induite, l'Entreprise procédera à des analyses de bords et fond de fouille pour s'assurer qu'il n'y pas de pollution. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Travaux employant du matériel électrique (hors fouilles et tranchées)				
<ul style="list-style-type: none"> * Les câbles des enrouleurs et autres rallonges devront être du type HO7RNF pour le monophasé et HO5RRF pour le triphasé * Les enrouleurs devront être de catégorie B NFC 61.720 * Les baladeuses devront être agréées NFC 71.008 * L'outillage électroportatif devra être de classe II 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Organes en surface				
* Tout élément en surface, en attente de raccordement (tuyauteries), devra être balisé.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Balisages d'implantation				
* Les piquets employés seront soit en plastique, soit crossés, soit munis d'un cabochon à large diamètre.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Travaux générant des points chauds				
<ul style="list-style-type: none"> * Les bouteilles doivent être montées sur chariot afin d'en faciliter la manutention * Leurs détendeurs doivent être protégés contre les risques de chute par un chapeau * Leurs détendeurs doivent être équipés d'un arrêt d'urgence * Obligation d'un extincteur adapté, à chaque poste de travaux. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

MESURES GENERALES M - STOCKAGES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* Les stockages ne devront en aucun cas, gêner les circulations publiques comme internes au chantier * L'aire de stockage sera dimensionnée en tenant compte des besoins des différentes entreprises * Chaque entreprise précisera en conséquence ses besoins lors de la réunion préliminaire	T.C.E. ENT PRINCIPALE T.C.E.		T.C.E. ENT PRINCIPALE ENT PRINCIPALE	T.C.E ENT PRINCIPALE .
Magasins de stockage de petits matériels				
* La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur le plan d'installation de chantier. * L'entreprise désirant utiliser un container de stockage devra le préciser lors de la réunion préliminaire * Elle devra prévoir son entretien et son déplacement autant de fois que nécessaire lors du chantier * Le coordonnateur donnera son avis sur les déménagements éventuels nécessités pour un bon avancement des travaux.	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENT CHAQUE ENT	T.C.E	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENT CHAQUE ENT	
Stockage extérieur des matériaux				
* Le stockage devra être organisé afin de pouvoir y accéder sans risque. * Les matériaux seront stockés de manière stable. * Les matériaux stockés en vrac devront avoir une pente maximale de 1/1 * La zone de stockage sera bariérée	ENT PRINCIPALE	CHAQUE ENT	ENT PRICIPALE	ENT PRINCIPALE
Stockage de produits dangereux				
* Voir chapitre Q – Produits dangereux	T.C.E.		T.C.E.	

MESURES GENERALES	N - NETTOYAGE DU CHANTIER / EVACUATION DES GRAVOIS
-------------------	--

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITIO N DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<ul style="list-style-type: none"> * L'hygiène et la sécurité des travailleurs ne peuvent être obtenues qu'en astreignant toutes les entreprises à nettoyer et à évacuer leurs propres gravois, déchets, excédents d'approvisionnement journallement. * Chaque entreprise doit, immédiatement après l'exécution de ses travaux dans une zone, enlever ses gravois et balayer les locaux. *Chaque entreprise a à sa charge l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux bennes. *L'entreprise principale doit la mise en place et l'évacuation des bennes et leur gestion. * Faire figurer sur le plan d'installation les zones de stockage et de reprise. *Il y aura au minimum une benne présente en permanence par zone de chantier et constamment accessible * En cas d'évacuation de gravois non effectué par une entreprise, l'entreprise principale réalisera cette évacuation à la demande du coordonnateur. Les frais inhérents à ce travail seront déduits du marché de l'entreprise défaillante. 	CHAQUE ENT		CHAQUE ENT	CHAQUE ENT
	CHAQUE ENT			
	ENT PRINCIPALE			
Nettoyage des Abords				
<ul style="list-style-type: none"> * Le nettoyage de la voie publique et des extérieurs du bâtiment doit être réalisé autant que nécessaire. * Un dispositif de nettoyage sera mis en place pour que tout véhicule sortant du chantier ne dégrade pas la voie publique. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Nettoyage des circulations intérieures				
* Les circulations intérieures du chantier doivent être maintenues constamment propres.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Tri des déchets				
<ul style="list-style-type: none"> * Le tri sélectif des déchets est obligatoire (décret du 13 Juillet 1994 applicable au 15 Juillet 1995), de plus la loi de 1992 sur les déchets stipule qu'a compter du 01 juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockage ne seront plus autorisées à accueillir que des déchets ultimes (impossibles à traiter) * Les entreprises principales sont en charge du respect du tri sélectif sur le chantier * Les bennes, containers et zones de stockages de déchets seront signalés par un pictogramme 	CHAQUE ENT		ENT PRINCIPALE	
	CHAQUE ENT		ENT PRINCIPALE	
	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Evacuation des déchets				
<ul style="list-style-type: none"> * L'entreprise principale après avoir vérifié le respect du tri sélectif, assurera l'évacuation des différentes catégories de déchets suivant leur filière de traitement ou d'élimination. * L'évacuation des déchets devra faire l'objet d'un suivi au travers d'un bordereau de suivi des déchets * Les déchets industriels spéciaux doivent suivre des filières d'élimination contrôlée et si nécessaire un traitement préalable avant stockage en décharge de classe I (amiante friable, déchets en plomb d'une teneur en plomb lixivial supérieur à 50 mg/kg...). Les bordereaux de suivi de déchets (B.S.D.) seront fournis au maître d'ouvrage par les entreprises pour justifier du tri et de l'élimination des déchets du chantier conformément à la réglementation. * Les déchets contenant du plomb doivent être triés et les sacs étiquetés (origine, maître d'ouvrage, nature des déchets). Si la teneur en plomb lixivial est inférieure à 50 mg/kg, les déchets peuvent être évacués dans des centres de stockage classiques (classe 2 pour les déchets industriels, classe 3 pour les gravais) Au-delà ils seront dirigés vers des décharges de classe 1. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

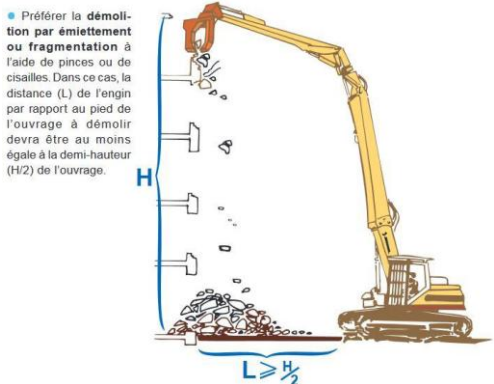
MESURES GENERALES O- PROTECTIONS CONTRE L'INCENDIE / EXPLOSION

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* les mesures de prévention arrêtées contre les risques d'incendie seront précisées dans le PPSPS - Plan d'évacuation - Sujétions liées au site (exercices, gaz, accès des secours...)	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Feux				
* Tout feu non contrôlé est interdit sur le chantier.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Extincteurs.				
Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques : - dans les locaux affectés au personnel - dans les bureaux de chantier - dans les locaux de stockage - près des postes de travail particuliers	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Les entreprises réalisant des travaux à point chaud devront se munir d'extincteurs appropriés aux risques	TCE			

MESURES GENERALES P - ENGIN

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<ul style="list-style-type: none"> * Les mouvements sur les chantiers des engins lourds sont dangereux en raison de : <ul style="list-style-type: none"> - leur poids- - leur vitesse - leur encombrement propre - leurs manoeuvres - la nature et l'environnement des pistes utilisées (fortes déclivités, lignes électriques...) - l'ambiance de travail (bruits, vibrations, intempéries, poussières...) * Il est interdit de téléphoner pendant la conduite d'un engin 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Bruit				
<ul style="list-style-type: none"> * les moto compresseurs émettent un bruit inférieur à 85 dB(A) à un mètre de distance. * les moteurs à explosion ou à combustion interne (autres que les moteurs automobiles) émettent un bruit de 80 à 90 dB (A) à 7 mètres de distance. * les brise-béton et marteaux piqueurs émettent un bruit de 112 à 118 dB (A) maximum. * les seuils sonores émis par les grues et les engins de terrassements respectent l'arrêté du 18 septembre 1987 et l'arrêté du 13 janvier 1988 selon le type et les caractéristiques de ces matériels. 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Conducteurs				
<ul style="list-style-type: none"> * Les conducteurs doivent être âgés d'au moins 18 ans, sauf dérogation. * Pour la conduite des grues (à tour, mobiles, auxiliaires), des chariots automoteurs, des plates-formes élévatrices mobiles de personnes et des engins de chantier, les conducteurs devront être titulaires d'une autorisation de conduite établie et délivrée au travailleur par le chef d'établissement sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette autorisation doit préciser l'équipement de travail pour lequel elle est accordée. * Les conducteurs doivent aussi être titulaires du CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité d'équipement de travail) * Une copie de l'autorisation de conduite et du CACES doivent être consultables sur le chantier. * Des instructions seront obligatoirement établies à l'usage des conducteurs lorsqu'ils pénètrent sur le chantier. Ces instructions devront comporter : <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques de l'engin affecté au conducteur et les conditions d'emploi propres à l'entreprise - les conditions de circulation et de travail propres aux travaux à exécuter sur ce chantier. 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Equipements				
<ul style="list-style-type: none"> * Les engins devront se conformer aux normes NF E 58.050 et suivantes. * Ils devront notamment être équipés de : <ul style="list-style-type: none"> - un avertisseur sonore - signaux sonores pour les manoeuvres de recul. - phares de travail avant et arrière pour les travaux de nuit - dispositif de pré signalisation (feux de détresse, fanions...) - système de freinage principal et de stationnement (norme NF E 58.055) - extincteur placé à portée de main. 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Mise en marche inopinée				
<ul style="list-style-type: none"> * Les engins seront garés à l'écart des zones de travail, sur des aires planes, et bloqués. * Des instructions précises seront fournies aux conducteurs concernant les procédures à suivre sur la mise en route et l'arrêt de chaque engin. 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Renversement, retournement, collision				
<ul style="list-style-type: none"> * Tout engin immobilisé sur une piste (pannes, crevaillon...) doit être immédiatement signalé au moyen du signal de détresse ou par tout autre signal approprié (triangle, borne, fanion...). * Si un engin doit circuler sur une voie publique, Il doit être équipé de : <ul style="list-style-type: none"> - feux spéciaux (gyrophares, feux à éclats...) - feux de croisement allumés quels que soient les conditions atmosphériques. 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Chocs et heurts de personnes				
<ul style="list-style-type: none"> * Les surfaces vitrées de la cabine (pare-brise, rétroviseur, phares...) seront lavées régulièrement. * Tout conducteur d'engin qui met pieds à terre comme toute personne à pieds ne doit pas circuler sur les pistes des engins et portera un gilet et un casque rétro réfléchissants * Toute manoeuvre d'engin doit être guidée par une personne connaissant les gestes conventionnels. * Tous les véhicules seront munis de signal sonore au recul 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Rupture de canalisations aériennes ou souterraines en services				
<ul style="list-style-type: none"> * L'entreprise devra, préalablement à son intervention, procéder à un repérage du site sur la base des informations fournies par le Maître d'ouvrage et baliser les zones de passages de canalisations enterrées susceptibles d'être influencer par les travaux prévues (ex: distance minimale de terre entre la génératrice supérieure d'une canalisation de gaz et la surface du sol : 40 cm pour des engins de charge inférieure ou égale à 3,5 tonnes, sinon protection lourde) * Les passages au droit de ces canalisations seront réduits au minimum, balisés et protégés. 	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Contacts fortuits avec les lignes électriques				
* L’entreprise devra, préalablement à son intervention, procéder à un repérage du site	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Rupture de pièces ou d’organes				
* Les engins doivent être inspectés et entretenus suivant le mode opératoire et la fréquence conseillée par le constructeur.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Ces contrôles doivent être exécutés par du personnel compétent et leur résultat consigné sur le registre de sécurité à tenir sur le chantier (article 22 du décret du 8 Janvier 1965)				
Chute de matériaux transportés				
* Les caractéristiques de l’engin et des charges maximales transportables seront transmises au conducteur.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Une copie de ces caractéristiques sera transmise au Coordonnateur.				
Distances de sécurité				
* Les travaux de déconstruction se feront à l'aide de pelles mécaniques équipées d’un bras de déconstruction. Les distances de sécurité « engins-bâtiment » devront être respectées selon le recul présenté sur la Figure ci-dessous	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<div><p>• Préférer la démolition par émiettement ou fragmentation à l'aide de pinces ou de cisailles. Dans ce cas, la distance (L) de l'engin par rapport au pied de l'ouvrage à démolir devra être au moins égale à la demi-hauteur (H/2) de l'ouvrage.</p></div> <p>Les pelles mécaniques seront équipées d'une pince à béton et/ou de broyeur à béton. Les déplacements de matériaux inertes et le tri seront effectués à l'aide de godets de chargement.</p> <p>L'utilisation du Brise Roche Hydraulique (BRH) devra être limitée pour réduire les nuisances sonores et les vibrations.</p>				

MESURES GENERALES Q – PRODUITS DANGEREUX

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<p>Les mesures énumérées ci dessous viennent en application des articles R231-56-1 à R231-65-3 du Code du Travail</p> <p>L'identification des produits listés ci-dessous provient du dossier de l'I.N.R.S.: "agir sur le risque chimique cancérigène en entreprise".</p> <p>Tout travail générant ou étant exposé aux produits ci dessous est considéré comme générant des risques particuliers (ARRETE DU 25/02/2003)</p> <p>Chaque poste de travail doit faire l'objet d'une identification et une évaluation des risques permettant de hiérarchiser ceux-ci et de prioriser les actions de prévention à mener.</p> <p>* Le Maître d'Ouvrage doit, au titre de l'article L 230-2 du Code du Travail, éviter les risques et évaluer les risques qui ne peuvent être évités.</p> <p>* A ce titre, tous les produits existant sur le site où doivent se dérouler les travaux, considérés comme toxiques ou présentant un danger pour les entreprises intervenantes, doivent être identifiés avant le démarrage des travaux et joints aux marchés des entreprises.</p> <p>* A charge des entreprises intervenantes de transmettre et de former, si nécessaire, leurs ouvriers ces informations et de proposer des moyens et des méthodologies adaptées aux produits rencontrés.</p> <p>* L'entreprise devra choisir dans tous les cas, le produit le moins toxique possible pour réaliser ses travaux.</p>	<p>M. D'OUVRAGE</p> <p>M. D'OEUVRE</p> <p>ENT CONCERNEE</p> <p>TCE</p>			
Fiches de données de sécurité				
<p>* Pour tous les produits susceptibles de présenter un risque d'intoxication ou d'inflammabilité, la fiche de donnée de sécurité sera jointe au P.P.S.P.S..</p> <p>* Sont notamment concernés par cette mesure les vernis, solvants, apprêts, peintures, décapants....</p>	T.C.E.			
Valeurs limites d'exposition				
<p>* Un nouveau décret n°2007-15-39 du 26/10/2007 fixe pour 60 substances, des valeurs limites contraignantes d'exposition des travailleurs (Sont notamment concernés par cette mesure les poussières de bois).</p> <p>* Il pourra être exigé des mesures de vérification sur chantier par mesurage au poste de travail</p>	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Etiquetage				
<p>* Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation - durées maximales d'exposition ou d'inhalation - utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques. - consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers <p>* Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit.</p> <p>* Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier.</p> <p>* Ces produits ne pourront pas faire l'objet d'un stockage prolongé et devront être approvisionnés à l'avancement.</p>	T.C.E.		T.C.E.	
<p>Ci-dessous les symboles principaux affichés sur les produits et permettant d'identifier leur toxicité</p>				

[illegible]

<p>toute intervention les exposant au plomb et à ses composés, qu'après leur passage dans les installations de douches En cas de plomb dans les peintures des bâtiments à démolir :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Pendant la démolition, ne pas faire intervenir d'autres entreprises * Equiper tout le personnel évoluant sur le chantier des équipements de protection appropriés pour éviter le contact avec des matériaux pollués. * Pulvériser en continu afin de supprimer l'émission de poussières. * Utiliser de préférence des engins dont les cabines sont dotées de dispositifs de filtration et de climatisation maintenant l'air en légère surpression. 				
---	--	--	--	--

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Huiles minérales usagées ou peu raffinées – hydrocarbures aromatiques polycycliques				
<p>Ce produit se rencontre dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'huile de coffrage des bétons - Les huiles de moteur <p><i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i></p> <p>Mesures de prévention arrêtées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emploi d'huile de coffrage à base végétale - Dans ce but, la fiche de donnée de sécurité sera fournie au C SPS - Le container de stockage sera placé à proximité immédiate d'une circulation piétonne - Le personnel devra approvisionner les pulvérisateurs directement au container sans transport intermédiaire. <p><i>Risque de pollution de sol</i></p> <p>Mesures de prévention arrêtées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les blocs moteurs des engins employés sur le chantier seront équipés d'un carter de protection - Les vidanges se feront en atelier - En cas de vidange obligatoire sur le chantier (ex.:engins en taupe), le fournisseur viendra avec un camion atelier et un bac de récupération ou un aspirateur d'huile. - En cas d'accident (fuite sur un circuit), prévoir sur le chantier des absorbants et un géo-box étanche et des E.P.I. adaptés - Le stockage sera réalisé au-dessus d'un bac de rétention étanche. - Les opérations de transvasement ne devront créer aucune pollution du sol. 	TERRASSEMENT V.R.D. DEMOLITION			
Emissions de moteurs diesel				
<p><i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation de suies, de particules de carbone dans les fumées lors de l'emploi d'engins thermiques en milieu confiné (ex.: travaux en taupe ou en tunnel, ou en intérieur)</i></p> <p>Voir le chapitre "fluides"-travaux en taupe</p> <p>Les mesures de prévention sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Minimiser l'emploi d'engins à moteurs thermiques - Ventilation mécanique du volume - Engins équipés de pots catalytiques et de filtre à particules - Emploi d'essence à faible teneur en soufre - Mesures régulières de la teneur en CO 	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Amiante				
* En cas de découverte de matériaux suspects en cours de travaux, l'entreprise doit cesser immédiatement les travaux dans la zone et alerter le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. * Il est rappelé la présence d'amiante dans les bâtiments	ENT GÉNÉRALES			
Benzène				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i> Mesures de prévention arrêtées: - Livraison sur chantier par camion citerne - Présence sur chantier d'un réservoir double peau avec bac de dépotage - Chargement des réservoirs des engins de chantier par tuyau et pompe reliant les réservoirs entre eux - Dans le cas où les engins de chantier ne peuvent se déplacer (ex. :cas des hélicoptères de surface du béton), le bidon de transport du carburant sera étiqueté à l'identique du container de stockage. - E.P.I. adaptés	T.C.E.			
Brais de goudron, de houille – hydrocarbures aromatiques polycycliques				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i> Mesures de prévention arrêtées: - E.P.I. adaptés	V.R.D.			
Chrome hexavalant				
Ce produit se rencontre dans les bétons et certaines vieilles peintures. <i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation</i> Mesures de prévention arrêtées: - Emploi de béton ne contenant pas cette substance - Dans ce but, la fiche de donnée de sécurité du béton se fournie au CPSPS - Etiquetage obligatoire précisant la présence de ce produit sur les sacs de ciment et béton (Arrêté du 26 Mai 2005) - Le décapage à sec de vieilles peintures et interdit. Tout décapage se fera en milieu humide - Port d'E.P.I. adaptés	DEMOLITION			
Silice cristalline				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation de poussières</i> Les mesures de prévention sont: - Aspirer à la source - Préparation des coffrages et des supports : tout nettoyage de béton se fera par aspiration - Tout percement se fera avec une perceuse à aspiration intégrée - Tout piochage, rabotage de parois, ponçage de plafond en béton se fera avec un brumisateuseur - Tout nettoyage de sol se fera par aspiration	GROS ŒUVRE DEMOLITION			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Apprêts – Peintures – Résines – Vernis – Lasures - Protections anti-graffiti – Colles - Joints				
<p>* Pour tous les produits susceptibles de présenter un risque d'intoxication ou d'inflammabilité, la fiche de donnée de sécurité sera jointe au P.P.S.P.S.</p> <p>* Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation - durées maximales d'exposition ou d'inhalation - utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques. - consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger. <p>* Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit.</p> <p>* Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier.</p> <p>* Port d'E.P.I. adaptés</p>	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Amiante				
MATERIAUX AMIANTES REPERES				
MESURES DE PREVENTION A PRENDRE				
<i>(extrait de la Circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé)</i>				
<ul style="list-style-type: none"> - Les travailleurs ne sont pas exposés aux risques d'amiante s'ils ne démontent pas les matériaux de chaussée par sciage, carottage ou fraisage ou tout procédé dispersant de la poussière. - Les mesures réalisées à ce jour (selon la méthode META) conduisent, quelle que soit la nature des travaux, sauf rabotage, à des valeurs d 'empoussièrement sur 8 heures très faibles et des valeurs d'exposition très inférieures à la VLEP (valeur limite d'exposition de 10 f/l), correspondant au premier niveau d'empoussièrement du décret 2012-639. - Pour les travaux de rabotage, les valeurs mesurées restent inférieures à la VLEP, mais s'en approchent pour les postes de travail à proximité immédiate de la raboteuse. - La réglementation définit précisément les modalités d'évaluation du risque et les conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement qui sont à la charge de l'employeur. - Le personnel devra être informé et formé pour les interventions à réaliser sur ces enrobés - Une description du mode opératoire avec avis du médecin de prévention et du CHSCT sera diffusé - Ce mode opératoire est transmis à l'inspection du travail. - Des obligations supplémentaires sont fixées dans l'article R 4412-148 du décret 2012-639, si l'intervention doit durer plus de cinq jours. 				
Formation de l'entreprise				
L'entreprise devra être certifiée par un organisme accrédité.				
Jusqu'au 1er juillet 2014, sont réputées satisfaire aux exigences du décret :				
<ul style="list-style-type: none"> - les entreprises certifiées au 1er juillet 2012, en application de l'article R. 4412-116 du code du travail dans la rédaction antérieure du décret; - les entreprises non titulaires d'une certification au 1er juillet 2012, mais répondant aux exigences de la norme NFX 46-010 « Amiante friable -Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable – Référentiel technique d'octobre 2004 ». 				
	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Information des personnels Les ouvriers doivent être informés des risques d'exposition à l'amiante et des travaux effectués pouvant les avoir exposés : surveillance d'un chantier de rabotage, sciage ou découpage au burin d'un enrobé amianté. Aussi vous définirez avec le CHSCT les modalités pour informer l'ensemble des ouvriers Le contenu de l'information devra porter essentiellement sur les risques liés à l'amiante, les mesures de prévention, notamment la détection de la présence d'amiante avant tous travaux avec poussière sur une couche d'enrobés et sur le comportement à adopter en cas de doute. Pour les chantiers d'enrobés amiantés, un arrêté du 23 février 2012 reprecise les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante. Il redéfinit le dispositif de cette formation. Il porte également sur l'accréditation des organismes certificateurs et sur la certification des organismes de formation pour la prestation de formation à la prévention des risques liés à l'amiante.	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Suivi post exposition et surveillance médicale L'entreprise établira une liste du personnel exposé au risque amiante, après examen en CHSCT, en prenant en compte les critères suivants: - les ouvriers ayant mené des travaux de sciage, carottage, balayage mécanique, battage de glissière, ou bouchardage d'enrobés, - les ouvriers ayant contrôlé des opérations de fraisage d'enrobés de couche de roulement. - les ouvriers ayant été à proximité de tels chantiers (co-activité). Pour chacun d'entre eux, vous établirez une fiche d'exposition à l'amiante. Le contenu de cette fiche sera défini avec la médecine de prévention. Pour leur établissement, il conviendra de tenir compte de toutes les informations données par l'agent : dates ou périodes, procédés de travaux. Parmi les procédés de travaux, devront être distinguées les interventions ponctuelles (sciage, bouchardage, carottage) et les interventions sur chantier de fraisage. Cette fiche sera portée dans le dossier médical de l'agent et le médecin du travail sera chargé de définir si des mesures particulières de suivi médical prévues par le code du travail et la réglementation doivent être mises en place et, dans l'affirmative, de les définir précisément.	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Mesures <u>Protection des riverains et de l'environnement</u> Pour les chantiers de rabotage, avec des riverains à proximité : des mesures de l'empoussièrement sont obligatoires et doivent être incluses dans le cahier des charges du marché de l'entreprise; on ne dispose pas aujourd'hui d'assez de chantiers de référence pour déterminer le périmètre de ces mesures; il convient donc de le déterminer au cas par cas avec l'Inspection du travail en lien avec l'INRS. Ces précautions visent également le trafic sur la voie pendant les travaux. Dans son article 4412-124 le décret 21012-639 précise que le niveau d'empoussièrement doit rester au seuil fixé dans l'article 1334-29-3 de code de la santé publique, soit cinq fibres par litre. Sinon, le chantier est arrêté et le mode opératoire revu. Un arrêté à venir fixera les conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement et les conditions d'accréditation des organismes procédant au mesurage.	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
La gestion des déchets La gestion des déchets de chantier contenant de l'amiante doit faire l'objet d'une attention et de prescriptions particulières. <u>Ramassage:</u> Les déchets doivent être ramassés au fur et à mesure de leur production (formation des agents). Les produits de balayage doivent être conditionnés dans des sacs étanches. <u>Transport :</u> Le transport des fraisats d'enrobé amianté n'est pas soumis à la déclaration de transport, dès lors que ces déchets sont propres et triés. Pour les fraisats de rabotage, un transport par camion bâché semble possible (mesures d'empoussièrement et d'exposition sur chantier test à venir). Pour le transport, les déchets issus de petits chantiers doivent être conditionnés dans des sacs étanches. <u>Mise en décharge:</u> La réglementation concernant la mise en décharge des déchets amiantés évolue. La possibilité de les stocker dans les Centres de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) ou des installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est à l'étude. Dans l'attente, ils seront dirigés vers des Centres de Stockage de Déchets Dangereux (CSDD) ou des Installations de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD). Le transport et la mise en décharge doivent être accompagnés par l'émission par le maître d'ouvrage d'un Bordereau de Suivi de Déchets contenant de l'Amiante (CERFA n° 11861*03 et notice explicative CERFA n° 50844#03) lors de l'enlèvement du déchet et par la conservation du dernier volet du bordereau. Le producteur doit tenir à jour un registre des bordereaux émis (décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif aux circuits de traitement des déchets et arrêté du 29 juillet 2005 modifié par l'arrêté du 16 février	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

<p>2006).</p> <p>Il est entendu que tout stockage et réutilisation d'agrégats d'enrobés dans des sites dépendants de votre DIR n'est possible qu'à condition que l'absence d'amiante soit avérée (voir le chapitre 4 de la présente note) et qu'en cas de doute les agrégats d'enrobés doivent être considérés comme des déchets et gérés comme décrit plus haut dans le présent paragraphe.</p>				
--	--	--	--	--

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
PROTECTIONS CONTRE LES POUSSIÈRES DE PLOMB				
Généralités				
<ul style="list-style-type: none"> * La protection des ouvriers exposés au plomb est légiférée par le décret n°88-120 du 01/02/1988 et les arrêtés du 11 Avril 1988 et du 15 Septembre 1988 ainsi que l'article L231 – 1 du Code du Travail. * Pour l'exécution de travaux en présence de peintures contenant du plomb, les entreprises doivent se conformer aux recommandations de la note technique n°22 éditée par la CRAMIF. * Toutes les entreprises et travailleurs indépendants intervenant dans un ouvrage ou une partie d'ouvrage et exposés au plomb métallique et à ses composant sont concernés. * Les interventions exposant aux poussières de plomb entrent dans la catégorie des travaux à risque. Les PPSPS des entreprises exposées (même pour des petites interventions comme des percements, tranchées...) doivent transmettre leur PPSPS à leur médecin du Travail et aux organismes de sécurité. * Ne jamais brûler de bois recouvert de peinture au plomb. * Utiliser systématiquement un aspirateur avec filtre à très haute efficacité. * Proscrire le balayage. * Si la zone d'intervention se situe dans une circulation, celle-ci devra être détournée par l'entreprise principale pendant l'intervention. Si elle se situe dans une zone de circulation incontournable, les travaux de dépose du plomb seront réalisés en dehors des heures de travail des autres entreprises (décalage de tâches, ou horaires décalés).. * Repérer les surfaces contenant du plomb qui seront conservées à l'issue des travaux, pour informer les intervenants ultérieurs (étiquettes adhésives, plaques) et les reporter sur un plan de repérage à intégrer dans le dossier de récolement. * Décrire dans le PPSPS, les équipements de protection collective utilisés (masque avec filtre P recommandé, gants lavables, combinaison jetable avec capuche) 	<p>T.C.E.</p> <p>T.C.E.</p> <p>ENT CONCERNEES</p> <p>ENTREPRISES CONCERNEES</p> <p>T.C.E.</p>		T.C.E.	
Surveillance médicale				
<ul style="list-style-type: none"> * Sont interdits d'accès aux zones à risque les femmes enceintes ainsi que les mineurs. * Une surveillance médicale spéciale est requise pour les salariés exposés au risque plomb donnant lieu à une fiche d'aptitude médicale par ouvrier établie par la médecine du travail et renouvelée tous les six mois ou tous les trois mois suivant l'exposition. * La liste du personnel apte à intervenir ainsi que la copie des fiches d'aptitude médicale, à jour, doivent être incluses dans le PPSPS. 				

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Formation et information				
* Chaque entreprise devra former les ouvriers amenés à intervenir, concernant les risques liés à cette exposition. Cette information devra être renouvelée au moins tous les trois mois par l'entreprise ou la médecine du travail	ENT CONCERNEE			
* Chaque ouvrier recevra de son employeur une notice écrite précisant : - les dangers liés à l'exposition au plomb - les dangers liés à son poste de travail - les moyens de protection collective mis en œuvre - les précautions à prendre concernant son équipement de protection individuelle - les méthodes de travail offrant les meilleures garanties d'hygiène - la nécessité de se soumettre aux examens médicaux périodique	ENT CONCERNEE			
* Chaque entreprise devra prendre connaissance des diagnostics plomb effectués à la demande du maître d'ouvrage, et notamment du repérage des éléments de construction contenant du plomb.	T.C.E.			
Mesures d'hygiène				
* Il est interdit de manger, boire, fumer, manger du chewing-gum sur les lieux de travail. * Mettre à disposition des travailleurs du savon et des brosses à ongles. * Avant chaque pause (toilettes, boisson) nettoyer soigneusement la figure, se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles, surtout pour les fumeurs. * De plus, après le travail et avant chaque repas, retirer les vêtements de travail et équipements de protection (à ne jamais ramener au domicile) et prendre une douche avant de quitter le chantier.	T.C.E.			
Contrôle d'empoussièrement				
* Avant le démarrage des travaux, un contrôle d'empoussièrement surfacique du sol doit être réalisé. * A la fin des travaux dans chaque zone, un nouveau contrôle d'empoussièrement surfacique du sol sera réalisé conformément à l'article R32-4 de l'arrêté du 12/07/1999. * Si le contrôle s'avère positif, un nettoyage complémentaire sera réalisé ainsi qu'un nouveau contrôle. * La concentration en vapeurs, fumée ou poussière de plomb dans l'air ne doit pas excéder 150 microgrammes par mètre cube en moyenne sur quarante heures				
Tri et évacuation des déchets				
* Avant le démarrage des travaux, la méthode de traitement du plomb doit prendre en compte l'aspect évacuation des déchets. * Les déchets contenant du plomb doivent être triés et les sacs étiquetés (origine, maître d'ouvrage, nature des déchets). Si la teneur en plomb lexivial est inférieure à 50 mg/kg, les déchets peuvent être évacués dans des centres de stockage classiques (classe 2 pour les déchets industriels, classe 3 pour les gravois) Au-delà ils seront dirigés vers des décharges de classe 1.				

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Démolitions partielles en intérieur				
<ul style="list-style-type: none"> * Neutraliser ou protéger les réseaux pouvant présenter des risques. * Mettre en place des moyens d'évacuation des gravois limitant la pollution à l'extérieur de la zone de travail : sacs étanches, goulotte (ou trémie) fermée sur ses quatre faces jusqu'à une benne bâchée. * Prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de peinture au plomb * La zone de travaux sera isolée pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, à l'aide d'un polyane. * Le sol de la zone de travail sera bâché. Cette bâche sera doublée sur les sols difficiles à décontaminer. * Les meubles non déplaçables seront recouverts hermétiquement. * Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée, de dimensions suffisantes pour servir à l'entrée de stockage provisoire de matériel, outillage, sacs, et permettre à la sortie le dépoussiérage et nettoyage des équipements non jetables et des sacs à déchets. * Brumiser les supports à l'avancement des travaux. * Au cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment, mettre en place un extracteur avec filtre à très haute efficacité et rejet d'air à l'extérieur, et compenser par des prises d'air. * Humidifier si possible les déchets, les ramasser et les évacuer à l'avancement Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public ou une benne bâchée. * Le sol et les parties poncées doivent être nettoyés quotidiennement avec un aspirateur Proscrire le balayage. * En fin d'intervention, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur. Proscrire le balayage Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protections et réaliser un nettoyage final (aspiration et essuyage humide) * Recueillir les eaux résiduelles pour traitement ultérieur par une entreprise spécialisée 	<p>LOTS FLUIDES</p> <p>MAÇONNERIE</p>			
Démolition totale à l'air libre				
<ul style="list-style-type: none"> * Avant les travaux, réaliser une cartographie de la présence du plomb et de sa concentration. * Prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de peinture au plomb * Pour les travaux préparatoires à la démolition (saignées de désolidarisation, déshabillage du bâtiment...) dans des zones contenant des peintures chargées de plomb, se référer aux mesures de prévention envisagées pour les percements et démolitions intérieures. * Pendant la dépose de parties plombées, ne pas faire intervenir d'autres entreprises * Equiper tout le personnel évoluant sur le chantier des équipements de protection appropriés pour éviter le contact avec des matériaux pollués. * Pulvériser en continu afin de supprimer l'émission de poussières. * Utiliser de préférence des engins dont les cabines sont dotées de dispositifs de filtration et de climatisation maintenant l'air en légère surpression. 	DEMOLITION			

MESURES GENERALES R MESURES DE PREVENTION EN CAS DE CANICULE

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<p>* Une canicule est définie par plusieurs seuils combinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température supérieure à 30°C la journée - Température supérieure à 25°C la nuit - Pendant plus de 48 heures <p>* Le Ministère du Travail précise dans sa circulaire DGT n°9 du 4 juillet 2013 l'application du dispositif du Plan Canicule aux travailleurs.</p> <p>* L'analyse des remontées de terrain ont fait apparaître parmi les sujets prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement des horaires et/ou des postes de travail - l'aménagement de l'environnement de travail - la diminution de la charge physique des postes les plus pénibles - l'information des travailleurs <p>*L'ensemble des mesures doit être mis en place dès le premier niveau d'alerte.</p>				
Veille météorologique				
<p>* L'entreprise contractera auprès d'un service compétent un abonnement précisant les prévisions à 24 heures et les relevés des situations réellement survenues afin d'être avertie de la mise en place du plan Canicule et de son niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Niveau 1 – veille saisonnière (carte de vigilance verte) - Niveau 2 – avertissement chaleur (carte de vigilance jaune) - Niveau 3 – alerte canicule (carte de vigilance orange) - Niveau 4 – mobilisation maximale (carte de vigilance rouge) <p>*Ce service comprendra une alerte en cas de dépassement de l'un de ces seuils</p> <p>*Cette alerte sera diffusée à toutes les entreprises intervenant sur le chantier et notée au compte rendu de la Maîtrise d'œuvre</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Prévention				
<p>* L'entreprise installera obligatoirement des réfrigérateurs (ou fontaines à eau rafraîchie) dans les réfectoires Chacun d'entre eux pourra contenir 1,5 litre par personne présente sur le chantier (prévoir une contenance pour chaque réfrigérateur de 135 litres) Ils seront quotidiennement réapprovisionnés pour pouvoir mettre à la disposition de chaque travailleur 3 litres d'eau potable et fraîche (art R.4534-143)</p> <p>* L'installation d'un brumisateur est recommandée.</p> <p>*Mettre à disposition des travailleurs un local permettant leur accueil dans des conditions préservant leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte. A défaut d'un tel local, des aménagements du chantier doivent permettre la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans des conditions équivalentes (art R.4534-142-1 du code du travail).</p> <p>*Les postes de travail extérieurs doivent être aménagés de telle façon que les travailleurs soient protégés, dans la mesure du possible, contre les conditions atmosphériques (art R.4225-1) telles que les intempéries (prévoir des zones d'ombre, des abris, des locaux climatisés...)</p> <p>*Augmenter la fréquence des poses</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Mesures d'information				
<p>* Un quart d'heure prévention sera réalisé toutes les semaines afin de rappeler au personnel T.C.E. les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boire de l'eau fraîche tous les ¼ d'heure - Porter des vêtements légers et clairs - Protéger la tête du soleil - Mouiller régulièrement la nuque et les avant bras - faire des repas légers et ne pas consommer d'alcool - Ne pas travailler seul - Observer le comportement des collègues et donner l'alerte dès les premiers symptômes de coup de chaleur - Préciser et présenter les secouristes présents sur le chantier 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

4

LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS EN CONCERTATION AVEC LE C S.P.S.

A - INSPECTION COMMUNE ET PREPARATION DU P.P.S.P.S.

- * Préalablement à toute intervention sur le chantier, chaque entrepreneur, contractant ou sous-traitant, doit procéder à une inspection commune du site avec le coordonnateur.
- * Les procédures d'installation et les consignes de sécurité mises au point lors de cette visite devront figurer au P.P.S.P.S. des entreprises.
- * Le P.P.S.P.S. doit être remis au coordonnateur au plus tard 15 jours avant intervention.
- * Une semaine au moins avant son arrivée, le chef de chantier ou chef d'équipe de l'entreprise sera présenté au coordonnateur pour confirmer la passation des consignes et mettre au point les modalités de son installation de chantier.

B - ENTREPRISES TITULAIRES D'UN MARCHE DE TRAVAUX

- * Les entreprises contractantes faisant appel à des sous-traitants, ou à des tâcherons, ou à des personnels intérimaires, restent entièrement responsables de l'application des règles élémentaires de sécurité tant collectives qu'individuelles par ces personnels.
- * Elles doivent informer le coordonnateur de leur arrivée sur le chantier, au moins quinze jours à l'avance.

C - SOUS-TRAITANTS

- * Dans le cas où un entrepreneur sous-traite une partie du contrat qu'il a conclu avec le maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Il doit aussi l'informer de l'obligation de participer au C.I.S.S.C.T.
- * Le sous-traitant devra être préalablement agréé par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage.
- * Il devra procéder, comme ci-dessus à une visite commune du chantier avec le coordonnateur et il lui fournira son PPSPS au plus tard 10 jours avant tout commencement de travaux.
- * Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les coordonnées des autres sous-traitants, et de leur transmettre son PPSPS et sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

D - ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- * Les travailleurs indépendants, ou les employeurs exerçant directement leur activité sur le chantier, soit titulaires du contrat, soit sous-traitants d'un contractant, doivent se soumettre aux mêmes règles de sécurité que les personnels des entreprises contractantes.
- * Ils en seront informés par l'entreprise contractante et leurs contrats de sous-traitance devront se conformer aux dispositifs du « contrat-type de sous-traitance du BTP » signé le 7 mars 1995 par les organisations professionnelles, pour ce qui concerne le paragraphe 2-3 Hygiène et Sécurité.

E - PERSONNELS INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- * le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- * le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
- * l'intéressé est en règle au point de vue de la carte de travail et carte de séjour
- * le personnel a subi la formation à la sécurité (décret du 20 mars 1979)

5

LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS L'EVACUATION DES PERSONNELS ET LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION

A - TELEPHONE

- * Le poste de téléphone du chantier doit toujours être accessible jusqu'à la réception des travaux, même s'il s'agit d'un téléphone portable.

B - CONSIGNES ET AFFICHAGE

- * * Une affiche « appel en cas d'urgence » à renseigner, semblable au modèle ci-après sera rédigé par l'entreprise principale et affichée et maintenue visible sur toute zone de travail.
- * Listes à afficher sur le panneau d'affichage:
 - des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
 - du matériel médical existant sur le chantier
 - mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave (plan de secours)

C - CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT

- * Les consignes à tenir en cas d'accident figurent parmi les obligations de formation et d'information de chaque entrepreneur, pour chaque salarié arrivant sur le chantier.
- * Elles sont reproduites sur le PPSPS de l'entreprise.
- * Lors d'un accident, l'entreprise concernée enverra une personne à l'entrée du chantier pour guider les secours

D - SECOURISTES

- * Il devra y avoir, à tout instant sur le chantier, un secouriste pour un maximum de 20 travailleurs.
- * Cet effectif étant rarement atteint par une équipe sur le même chantier, les employeurs ont intérêt à assurer la formation d'un plus grand nombre de secouristes du travail.
- * Les secouristes doivent pouvoir agir en toute circonstance sur le chantier, et vis-à-vis de tout accidenté, à quelque entreprise qu'il appartienne.
- * Les secouristes doivent porter un signe distinctif sur leur vêtement de travail ou un autocollant sur leur casque.
- * Ils doivent inscrire leur nom dès leur arrivée sur le chantier, sur une liste apposée au tableau d'affichage.
- * Il est rappelé que nul ne doit s'improviser secouriste s'il n'a reçu la formation spécifique et suivi les recyclages obligatoires sanctionnés par un brevet.
- * Les attestations de ces secouristes devront être préalablement fournies au Coordonnateur.
- * Les entreprises suivantes devront avoir au minimum pendant toute la durée de leur intervention, un secouriste formé sur le chantier :
 - L'entreprise principale
- * En cas de nécessité au vu des effectifs, les entreprises principales devront affecter au chantier, ou former, le nombre de secouristes complémentaires.

E - MATERIEL DE SECOURS

- * Chaque entreprise doit fournir à ses équipes sur chantier des troussees ou armoires de pharmacie.
- * Elles doivent être convenablement renouvelées et vérifiées par le chef de chantier ou le secouriste avant l'arrivée sur le chantier.
- * La liste et le mode d'emploi de chaque médicament devra figurer dans chaque trousse, et dans le PPSPS remis au chef de chantier ou chef d'équipe

F - FORMALITES A ACCOMPLIR EN CAS D'ACCIDENT

- * Remplir la fiche jointe en annexe dans tous les cas et en fournir un exemplaire au coordonnateur pour visa.
 - * Etablir la déclaration d'accident du travail à la CRAM du lieu de l'accident.
 - * Se procurer la photocopie de la déclaration de l'entreprise de travail temporaire ou du sous-traitant si c'est le cas.
 - * En fournir la copie au coordonnateur.
 - * Informer le coordonnateur des suites de l'accident : durée de l'arrêt de travail, séquelles...
 - * Faire porter l'analyse de cet accident à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CISSCT qui peut avoir à adopter des mesures en conséquence.
 - * Le PPSPS de chaque entreprise doit comporter les adresses et numéros de téléphone des responsables à prévenir en cas d'accident.
-
- * Les entreprises contractantes et leurs sous-traitants sont tenus de signaler impérativement toute situation dangereuse ou presque accident dont ils ont connaissance sur le chantier, et d'informer le Maître d'ouvrage et le Coordonnateur de l'analyse et des mesures correctives et préventives décidées.

EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

1 Téléphonez au :

2 Dites :

Ici chantier :

à (commune, arrondissement) :

n° rue

Autre point de repère :

Téléphone chantier :

3 Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)

• l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)

• s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier



Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom



DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE (DOHL)- R 476

Le présent protocole est établi dans le but de maîtriser les risques liés aux livraisons sur le chantier de démolition de l'ancienne usine de fromagerie RAMBOL à Saint-Arnoult-en-Yvelines

Ce document est transmis par l'entreprise de transport ou le fournisseur à la personne qui sera amené à venir sur l'opération citée ci-dessus.

Le non-respect de ces mesures pourra amener à l'exclusion du chantier et/ou à la rupture du contrat.

ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A)	ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR (E.T)
Raison sociale : Adresse : Nom contact : Tél contact : Fax contact :	Raison sociale : Adresse : Nom contact : Tél contact : Fax contact :

NATURE DE L'OPERATION :	<input type="checkbox"/> Chargement <input type="checkbox"/> Réaliser par l'entreprise d'accueil <input type="checkbox"/> Ponctuelles	<input type="checkbox"/> Déchargement <input type="checkbox"/> Réaliser par l'entreprise de transport / fournisseur <input type="checkbox"/> Répétitif dates / / au / /
-------------------------	---	---

HORAIRES D'OUVERTURE DU CHANTIER	DATE ET HORAIRE DE LIVRAISON
Du Lundi au Jeudi : ___7h00 à 19h00	le / /
Le Vendredi : 7h00 à 17h00	à h

* Si l'horaire n'est pas renseigné, il vous sera transmise 24 heures à l'avance par l'encadrement de chantier. Tous les transports ne venant pas dans la tranche horaire donnée, peuvent se voir refuser l'accès au chantier. Les éventuels coûts de ce refus resteront à la charge du transporteur.

MATIERES TRANPORTEES (aciers, béton, éléments préfabriqués, consommables, matériels, matières dangereuses ...)

SYMBOLES ET IDENTIFICATIONS DES DANGERS

<input type="checkbox"/> Pas de risque chimique	<input type="checkbox"/> Explosif	<input type="checkbox"/> Inflammable	<input type="checkbox"/> Carburant	<input type="checkbox"/> Gaz comprimé, liquéfié, dissout
<input type="checkbox"/> Toxique	<input checked="" type="checkbox"/> Corrosif	<input type="checkbox"/> Irritant, sensibilisant	<input type="checkbox"/> CMR, STOT danger par aspiration	<input type="checkbox"/> Milieu aquatique

CONDITIONNEMENT DE LA MARCHANDISE

<input type="checkbox"/> Colis	<input type="checkbox"/> Palettes filmées	<input checked="" type="checkbox"/> Paniers	<input type="checkbox"/> Rack	<input type="checkbox"/> Caisse palette
<input type="checkbox"/> Big-bags	<input type="checkbox"/> Bidon	<input type="checkbox"/> Benne	<input type="checkbox"/> Container	<input checked="" type="checkbox"/> Autres : <input checked="" type="checkbox"/> Aucun

POIDS ET DIMENSIONS DE L'ELEMENT LE PLUS DEFAVORABLE



kg

:

mX



mX

m

L'entreprise d'accueil vérifiera l'adéquation des équipements par rapport aux charges à soulever ainsi que l'autorisation de conduite des intervenants extérieurs.



DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE (DOHL)- R 476

TYPE DE VEHICULE ACCEPTE



☐ Porteur de moins de 3,5T

☐ Porteur de moins de 3,5T

☐ Hauteur de moins de 4,2 m

☐ Longueur de moins de 8,00 m

CARACTERISTIQUE DU VEHICULE ACCEPTE

 <input type="checkbox"/> Ensemble articulé	 <input type="checkbox"/> Toupie	 <input type="checkbox"/> Citerne	 <input type="checkbox"/> Benne
 <input type="checkbox"/> Plateau	 <input type="checkbox"/> Bâché depuis le sol	 <input type="checkbox"/> Porte-char	<input type="checkbox"/> Autres : <input type="checkbox"/> Aucun

EQUIPEMENT DISPONIBLE DANS L'ENTREPRISE D'ACCUEIL

 <input type="checkbox"/> Quai de déchargement	 <input type="checkbox"/> PIR d'accès	 <input type="checkbox"/> Grue à tour	 <input type="checkbox"/> Grue mobile	 <input type="checkbox"/> Pont roulant
 <input type="checkbox"/> Chariot élévateur	 <input type="checkbox"/> Transpalette	 <input checked="" type="checkbox"/> Diable	 <input type="checkbox"/> Accessoires de levage	<input type="checkbox"/> Autres aucun

EQUIPEMENT DE MANUTENTION A PREVOIR

 <input type="checkbox"/> Grue auxiliaire	 <input type="checkbox"/> Hayon élévateur	 <input type="checkbox"/> Bennes basculante	 <input type="checkbox"/> Transpalette	 <input type="checkbox"/> Diable	 <input type="checkbox"/> Chariot élévateur	 <input type="checkbox"/> Pré-émingué
--	--	--	---	-------------------------------------	--	--

RISQUES LIES AUX OPERATIONS DE CHARGEMENT ET/OU DE DECHARGEMENT

Le conditionnement des livraisons devra permettre un déchargement en toute sécurité :

Stockage obligatoire des éléments tubulaires dans les paniers.

Limitation de la hauteur du colis (cohérence entre ses dimensions, sa stabilité et le type d'élingage).

Toute livraison présentant un danger ne sera pas déchargée et ce à la charge de l'entreprise de transport.

Aucune personne ne sera autorisée à pénétrer dans la zone de chargement ou déchargement pendant l'opération, à l'exception du chef de chantier, du chef d'équipe et du transporteur.

Aucune opération de chargement ou déchargement ne pourra s'effectuer sans la présence ou l'accord du correspondant Technique ou de personnel d'encadrement de l'entreprise d'accueil.

L'E.A et l'E.T s'engagent à mettre à disposition uniquement du matériel régulièrement vérifié et entretenu.

ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A)	ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR
Nom : Fonction : Date : Signature :	Nom : Fonction : Date : Signature :



DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE (DOHL)- R 476 - Plan d'accès et de circulation

ORGANISATION DES DIFFERENTS ACCES ET CIRCULATIONS SUR CHANTIER





...



...



...

INSERER PLAN DU SECTEUR

Accès : à partir du.....

Prendre le boulevard

ACCES RUE,

INSERER PIC

PLANIFICATION

-> Les livraisons sont planifiées à minima une semaine en avance et les papiers d'identité ainsi que les cartes grises des véhicules envoyées au conducteur de travaux responsable.



LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE



CONSIGNES GENERALES DE SECURITE



Se présenter à l'homme trafic ou au PCS à l'arrivée



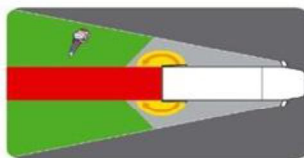
Respecter le Code de la route au sein du chantier



Stationner le véhicule à l'emplacement prévu et serrer le frein à main



Respecter la limite de vitesse autorisée (cochez la case)



Interdire toute présente dans la zone de manœuvre



Priorité aux véhicules sortants ou en manœuvre



Interdire toute présente dans la zone de manœuvre



Interdire toute présente dans la zone de manœuvre



Il est interdit de circuler sous une charge

Les accessoires de levage doivent être en bon état, adaptés à la charge et vérifiés périodiquement

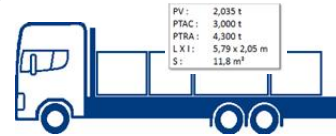
CONSIGNES OPERATIONS DE CHARGEMENT



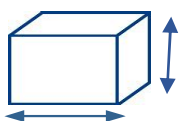
Bâcher et débâcher homme au sol



Valider le chargement par le responsable de la zone



S'assurer de la bonne répartition de la charge et respecter le PMA.



Respecter les règles de chargement du colis

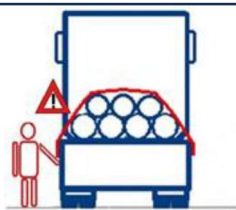


L'arrimage est obligatoire et doit être adapté à la charge transportée



Vérifier la mise en place correcte du plateau

CONSIGNES OPERATIONS DE DECHARGEMENT



Avec les matériaux circulaires, desserrez l'arrimage lentement



Décharger en présence du responsable de zone



Bâcher et débâcher homme au sol

DEVERSEMENT ACCIDENTEL



Prévenir le responsable de zone si un déversement accidentel est détecté

LES CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE

1. Appeler les pompiers

18

2. Un plan d'évacuation ainsi qu'une procédure d'appel en cas d'incendie sont affichés dans tous les locaux
3. Prévenir l'encadrement du chantier
4. Des extincteurs sont à disposition dans les magasins et dans les bureaux



LES CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT

1. Protéger la zone pour éviter un autre accident, couvrir la victime
2. Alerter le Sauveteur Secouriste du Travail (SST)



3. Appeler les secours d'urgence

15

4. Secourir